



Tchad : désamorcer les tensions dans la bande sahélienne

Rapport Afrique N°266 | 5 décembre 2018

Headquarters

International Crisis Group

Avenue Louise 149 • 1050 Brussels, Belgium

Tel: +32 2 502 90 38 • Fax: +32 2 502 50 38

brussels@crisisgroup.org

Preventing War. Shaping Peace.

Table des matières

Synthèse	i
I. Introduction	1
II. Des relations ambivalentes avec N'Djamena	3
A. Les régions du Sahel face au pouvoir central depuis les années 1990	3
1. Le Kanem.....	4
2. Le Bahr el-Ghazel (BEG)	5
B. La cooptation : une stratégie qui présente des limites	6
III. Une région en proie à la montée des tensions	9
A. Des exactions contre les ressortissants du BEG et du Kanem	9
B. Une économie régionale dans le rouge.....	10
C. Des clivages intrareligieux.....	12
IV. Une jeunesse de la bande sahélienne sur la route.....	15
A. Des migrations qui prennent de l'ampleur.....	15
1. Plusieurs coups d'accélérateurs au cours de la dernière décennie	16
2. Une tendance à la hausse en 2017 et 2018.....	17
B. La tentation de la rébellion.....	18
V. Les réponses de l'Etat.....	21
A. Des contrôles renforcés.....	21
B. Des actions de sensibilisation bienvenues mais sans grands effets	22
VI. Désamorcer les tensions et rétablir la confiance.....	23
A. Mettre fin à l'impunité.....	23
B. Eviter la confusion entre migrants et combattants armés	24
C. Investir dans le développement au BEG et au Kanem	25
VII. Conclusion	26
ANNEXES	
A. Régions centrales du Tchad : le Kanem et le Bahr el-Ghazel.....	27
B. A propos de l'International Crisis Group	28
C. Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2015.....	29
D. Conseil d'administration de l'International Crisis Group.....	32

Principales conclusions

Que se passe-t-il ? Dans les régions sahéliennes du Bahr el-Ghazel et du Kanem, au Tchad, la colère de la jeunesse s'intensifie. L'impunité pour les exactions commises contre leurs ressortissants et le discours officiel assimilant tous les jeunes qui partent en Libye à de futurs rebelles creusent le fossé entre autorités et population.

En quoi est-ce significatif ? La détérioration des relations entre des pans de la jeunesse sahélienne et les autorités tchadiennes, conjuguée à la crise économique, risque de nourrir les insurrections hors des frontières du Tchad, notamment au Sud de la Libye – précisément le phénomène que le gouvernement entend combattre.

Comment agir ? Pour sortir de cette relation de défiance, les autorités doivent éviter les amalgames entre émigration et rébellion et substituer aux politiques actuelles qui restreignent la liberté de mouvement une politique d'encadrement qui n'exclut pas les contrôles. Elles devraient aussi tenir pour responsables les auteurs d'exactions, même proches du pouvoir.

Synthèse

Depuis 2016, les tensions montent entre l'Etat tchadien et la jeunesse du Bahr el-Ghazel (BEG) et du Kanem, dans le centre du pays. Elles sont alimentées par la crise économique et par des exactions commises par des individus considérés comme proches du pouvoir contre des ressortissants de ces régions. Une perception d'impunité génère un profond sentiment d'humiliation chez les jeunes. En outre, les restrictions de mouvements imposées aux habitants, dont beaucoup partent vers le nord et en Libye pour trouver du travail, exacerbent ce ressentiment. La colère gagne du terrain au sein de la jeunesse et pourrait nourrir les insurrections hors des frontières. Pour regagner la confiance des jeunes du BEG et du Kanem, les autorités devraient démontrer leur capacité à juger et à sanctionner les auteurs d'exactions, même lorsqu'ils gravitent autour du pouvoir. Elles devraient aussi se garder de cultiver l'amalgame entre migrants et futurs rebelles et assouplir les restrictions de mouvements. Elles devraient enfin, avec l'aide de leurs partenaires, tenter de redynamiser l'économie d'une région qui se vide de sa jeunesse.

Alors qu'au Tchad, l'attention internationale se concentre sur Boko Haram et sur les conflits actuels entre l'armée tchadienne et les groupes d'autodéfense toubou (teda) dans les montagnes du Tibesti, au Nord, le centre suscite peu d'intérêt. Régions semi-désertiques situées dans la bande sahélienne, le Kanem et le Bahr el-Ghazel ont pourtant eu dans l'histoire récente une trajectoire politique singulière. Si aucune rébellion n'a pu y prospérer, elles ont en revanche été de grandes pourvoyeuses de combattants pendant les guerres civiles des années 1970 et 1980. Encore aujourd'hui, des rébellions tchadiennes basées au Sud de la Libye comptent dans leurs rangs quelques milliers de ressortissants du Kanem et du BEG. Pour une partie de la jeunesse, la rébellion n'est plus forcément un moyen d'accéder au pouvoir mais davantage un vecteur d'ascension sociale dans des sociétés très inégalitaires.

Comme jadis le pouvoir colonial, les gouvernements successifs à N'Djamena ont tenté de s'appuyer sur les élites locales pour conserver le contrôle sur ces régions perçues comme indociles. Au BEG, les élites économiques et politiques kreda, communauté majoritaire dans la région, entretiennent des relations privilégiées avec l'Etat et jouent ce rôle de promoteur, voire de représentant du parti au pouvoir. Mais ces dernières années, leur message d'apaisement à destination de la jeunesse est de moins en moins audible.

La colère gagne du terrain tandis qu'une série d'incidents graves impliquant des proches des cercles au pouvoir ont récemment touché des ressortissants du BEG et du Kanem. Le viol d'une jeune fille du Kanem par des fils de dignitaires tchadiens, ou encore l'attaque armée par des Zaghawa (l'ethnie du président) d'un convoi de prisonniers majoritairement issus de ces régions, ont notamment marqué les esprits et eu un fort écho médiatique. Si des responsables ont été poursuivis, certains ne purgent pas leur peine et d'autres n'ont pas été inquiétés. Face à la multiplication de ces exactions et à l'impunité dont bénéficient certains de leurs auteurs, une partie de la jeunesse du BEG et du Kanem dit se sentir humiliée.

Sensibles politiquement, ces régions figurent aussi parmi les plus pauvres du Tchad. Les indicateurs de malnutrition ou de santé maternelle et infantile au BEG et au Kanem n'ont cessé de se dégrader depuis vingt ans et comptent parmi les plus mauvais du pays. La crise financière qui frappe le Tchad depuis 2014 affecte particulièrement les populations de ces régions. Outre la chute des cours du pétrole et une faible production agropastorale en 2017/2018, l'évolution négative du contexte sécuritaire régional entrave l'économie locale. Dans ces zones enclavées très dépendantes des échanges commerciaux avec les pays voisins, l'instabilité régionale et la fermeture des frontières du Tchad avec le Nigéria dès 2014, avec la Libye de manière intermittente et moins étanche depuis janvier 2017, et épisodiquement avec le Soudan portent un nouveau coup dur aux revenus des populations.

Alors que le BEG et le Kanem sont depuis longtemps des régions à très forte émigration, la dépression économique, les crispations politiques à l'œuvre et la ruée vers l'or depuis 2012 notamment vers le Tibesti, ont récemment poussé de plus en plus de jeunes hommes vers le Nord du Tchad et les pays voisins, en particulier en Libye. Dans un contexte sécuritaire tendu au Tibesti depuis août 2018 et plus généralement en raison du développement des rébellions tchadiennes au Sud de la Libye, les autorités du pays perçoivent, de façon exagérée, l'augmentation de ces départs comme un mouvement massif d'adhésion aux rébellions. L'Etat tchadien et les autorités locales ont choisi l'option sécuritaire en durcissant et en multipliant les contrôles à l'extrême Nord du pays et dans la bande sahélienne. Mais ces dispositifs de sécurité présentent de sérieuses limites. En effet, bien que les craintes de l'Etat soient en partie fondées, le discours des autorités locales assimile trop souvent une majorité des jeunes partis trouver du travail en Libye à de futurs rebelles, creusant encore davantage le fossé entre ces populations et l'Etat.

A l'instar d'autres régions sahéliennes du Tchad, le BEG et le Kanem font face à des problèmes structurels profonds qu'il sera difficile de régler à court terme. Mais un certain nombre de mesures pourraient être prises afin de désamorcer les tensions avant qu'elles n'atteignent un seuil critique. Les autorités tchadiennes devraient notamment :

- ❑ S'assurer que les auteurs de crimes, a fortiori ceux qui sont perçus comme proches du pouvoir, ne puissent pas utiliser la solidarité communautaire ou des soutiens politiques pour échapper à la prison, comme ce fut le cas par le passé. Cela implique de mettre en œuvre l'une des recommandations formulées par le comité créé pour proposer une série de réformes sur l'organisation de l'Etat tchadien, dans son rapport final rendu en novembre 2017 : à savoir que si la *diya* (prix du sang) ou les autres formes traditionnelles de règlement des différends peuvent être utilisées pour régler certains litiges, elles « ne devraient pas faire obstacle à l'action publique [car] la responsabilité pénale est individuelle et non collective ».
- ❑ Adopter un ton plus mesuré dans la communication publique en évitant les raccourcis entre migrants et futurs rebelles et substituer aux politiques actuelles qui restreignent la liberté de mouvement d'une population sahélienne traditionnellement mobile, une politique d'encadrement qui n'exclut pas pour autant des mécanismes de contrôle, notamment d'identité et des véhicules, pour vérifier par exemple l'absence d'armes à bord.

Pour répondre aux besoins d'une population affectée par la crise économique, les bailleurs de fonds du Tchad devraient :

- ❑ Rééquilibrer et étendre le portefeuille de projets afin de ne pas concentrer l'aide exclusivement sur le lac Tchad et de ne pas négliger les régions voisines comme le Kanem et le BEG.
- ❑ Doter les organisations internationales chargées du suivi des migrations, telle que l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), de davantage de moyens pour mieux comprendre les dynamiques migratoires au Tchad et les besoins des populations tentées par l'émigration, dont les jeunes de la bande sahélienne, et mieux prendre en charge les personnes retournées. En effet, alors que l'attention internationale et notamment européenne se focalise sur les phénomènes de migration vers l'Europe, avec un soutien financier international important consenti au Niger et au Soudan, les migrations de Tchadiens vers les pays voisins sont peu documentées.

Nairobi/Bruxelles, 5 décembre 2018

Tchad : désamorcer les tensions dans la bande sahélienne

I. Introduction

Situé au cœur des anciens royaumes du Kanem et du Kanem-Bornou (du huitième au dix-neuvième siècle), le Kanem a hérité de son histoire un sultan doté d'une réelle autorité administrative et traditionnelle. Alifa Mouta Ali Zezerti, devenu en 2010 le 40^{ème} sultan du Kanem en succédant à son père défunt, est basé à Mao, chef-lieu de la région situé à 5 kilomètres de Ndjimi, ancienne capitale du royaume du Kanem.¹ Mais le sultanat est sans doute le dernier vestige de la grandeur passée. Alors que la situation économique est critique dans la région, de nombreux Kanémiens éprouvent un fort sentiment de relégation sociale. Pour beaucoup d'habitants, la ville de Mao est comme figée dans le temps.

En 2008, le Kanem a été amputé du Bahr el-Ghazel (BEG), devenu une région administrative à part entière dont le chef-lieu est Moussoro. Peu peuplées, le Kanem et le BEG compteraient respectivement 354 603 et 260 865 habitants, selon les recensements généraux de 2009. Ces populations sédentaires et nomades, quasi exclusivement musulmanes, vivent essentiellement d'une agriculture pratiquée dans les dunes sableuses et les zones de bas-fonds (ouaddis) et de l'élevage sédentaire et transhumant. Le Bahr el-Ghazel est ainsi l'une des principales régions de production animale du Tchad.²

Les groupes ethniques les plus représentés sont les Dazagada (« ceux qui parlent la langue daza »), les Kanembou (« gens des pays du Sud ») et les Arabes. Alors qu'au Kanem, les Kanembou sont majoritaires et occupent les positions de pouvoir, au BEG, les Dazagada sont les plus nombreux.³ Dans ce rapport, nous mentionnons souvent la communauté kreda, un sous-groupe des Dazagada, très présente à Moussoro et dont l'influence s'est significativement accrue ces vingt dernières années au BEG et dans la capitale tchadienne, N'Djamena.⁴ L'histoire guerrière des royaumes du Kanem et du Kanem-Bornou a contribué à travers l'instauration d'une division du travail claire à créer une hiérarchisation entre les groupes sociaux, qui perdure au-

¹ Titulaire d'un diplôme d'études approfondies en sciences économiques obtenu à Ouagadougou, au Burkina Faso, le nouveau sultan a été directeur de banque à N'Djamena et conseiller à la primature. La très forte affluence observée lors de sa cérémonie d'intronisation à Mao en 2010 illustre l'importance du rôle du sultan dans la région du Kanem. Le sultanat dispose d'une cour de dix membres exécutifs à Mao et 76 chefs de tribus différentes à travers le Kanem sont soumis à l'autorité du sultan.

² Le « bahr » (« fleuve » en arabe) et la région du BEG aujourd'hui « faisaient à l'origine partie du grand oued qui traversait la région et s'écoulait des plaines de l'Ennedi jusqu'au Lac Tchad ». « La résilience des pasteurs aux sécheresses, entre traditions et bouleversement, les ONG au défi des transhumances », Urgence, réhabilitation, développement (URD), février 2011.

³ Les Dazagada sont considérés comme un sous-groupe des Goranes et sont parfois appelés les Toubou du Sud en opposition aux Toubou du Nord qui vivent surtout au Tibesti et parlent la langue teda.

⁴ Aujourd'hui, neuf des quinze cantons du BEG sont sous contrôle kreda, trois sont dirigés par des Daza, un par un Kanembou, et un autre par un Haddad.

jourd'hui. Ainsi, les Haddad, littéralement « les forgerons », longtemps réduits en esclavage subissent toujours une forme de mépris.

La position géographique de cette région charnière entre le Maghreb et l'Afrique subsaharienne, entre l'Ouest et l'Est du Sahel, fait d'elle une zone stratégique, bien que largement méconnue. Ce rapport, qui s'inscrit dans la continuité des travaux de Crisis Group sur les régions instables du Sahel, tente de fournir un éclairage sur une zone sensible politiquement et de mieux cerner les dynamiques locales.⁵ Après le rapport de Crisis Group publié en mars 2017 sur la menace que représente Boko Haram dans la région du Lac, il formule des recommandations pour éviter que les tensions dans la bande sahélienne ne s'enveniment et ne génèrent de la violence localement ou n'alimentent les rébellions aux frontières du Tchad.⁶ Pour mener à bien cette étude, de nombreux entretiens ont été réalisés entre février et novembre 2018 avec les ressortissants de ces régions à Moussoro (BEG), à Mao (Kanem), et à N'Djamena, ainsi qu'à Paris auprès de la diaspora tchadienne.

⁵ Voir les rapports Afrique de Crisis Group N°261, *Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique*, 12 juin 2018 ; N°258, *Force du G5 Sahel : trouver sa place dans l'embouteillage sécuritaire*, 12 décembre 2017 ; N°254, *Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad*, 12 octobre 2017 ; et N°238, *Mali central : la fabrique d'une insurrection ?*, 6 juillet 2016. Voir aussi « Forced out of Towns in the Sahel, Africa's Jihadists Go Rural », commentaire de Crisis Group, 11 janvier 2017.

⁶ Voir le rapport Afrique de Crisis Group N°246, *Boko Haram : au-delà de la réponse sécuritaire*, 8 mars 2017.

II. Des relations ambivalentes avec N'Djamena

Les habitants du centre du Tchad entretiennent des relations ambivalentes et parfois conflictuelles avec N'Djamena. En effet, si ces régions constituent une base électorale assez solide pour le parti au pouvoir, elles sont également traversées par un fort mécontentement social qui ne s'exprime pas dans les bulletins de vote et rarement dans la rue mais qui prend de l'ampleur.⁷

Les résultats de l'élection présidentielle de 2016, même s'ils ne reflètent pas exactement la réalité des votes, ont montré que le président Idriss Déby bénéficiait d'un soutien assez important dans le Kanem et le BEG.⁸ Son parti, le Mouvement populaire du salut (MPS), y est bien implanté et les seuls autres partis de poids dans ces régions – le Rassemblement pour la démocratie et le progrès (RDP) et le Mouvement pour la paix et le développement au Tchad (MPDT) –, affaiblis, ont une nouvelle fois passé des alliances avec le pouvoir pour assurer leur survie politique. Lors de la campagne électorale en 2016, de nombreuses personnes ont défilé avec le drapeau du MPS lors de grands rassemblements à Moussoro, Chadra (sud du BEG) ou encore à Salal (nord du BEG).⁹

Pourtant, la colère gagne du terrain dans ces régions. Depuis 2016, des actes de violence commis sur des ressortissants du Kanem et du BEG par des proches du pouvoir, qui bénéficient d'une forme d'immunité, suscitent un profond sentiment d'humiliation au sein des populations locales. Celles-ci estiment aussi ne pas recevoir leur part des richesses alors que les revenus de l'élite locale ont explosé depuis le boom pétrolier. Dans ce contexte, le fossé se creuse entre les habitants et les élites économiques et politiques de ces régions, considérées comme trop proches du pouvoir.

A. *Les régions du Sahel face au pouvoir central depuis les années 1990*

Pour les habitants des régions de la bande sahélienne, le renversement du président Hissène Habré et la prise de pouvoir de Déby en 1990 rebat les cartes et crée un marché d'opportunités, dont certains vont bénéficier plus que d'autres. Ainsi, dans les années 1990, une élite économique kreda originaire du BEG tire profit de son positionnement hostile à l'ancien président Habré pour tisser des liens avec le nouveau pouvoir en place. A contrario, les grands commerçants kanembou du Kanem, perçus comme proches d'Habré, ont le sentiment d'avoir moins profité de cette nouvelle donne politique et entretiennent une forme de rancœur à l'égard de Déby.

⁷ Avant l'élection présidentielle de 2016, une manifestation contre les mesures d'austérité a toutefois été organisée à Mao. Une opération « ville morte » a aussi eu lieu le 24 février 2016 à Mao, comme à N'Djamena ou encore à Moundou au Sud du pays, au cours de laquelle les commerces et les écoles sont restés fermés et les administrations n'ont pas travaillé. « Opération « ville morte » au Tchad », Deutsche Welle, 24 février 2016.

⁸ Pour plus d'information sur les élections, voir « Tchad : une nouvelle République sans Etat de droit ? », Fondation pour la recherche stratégique, 20 juin 2018.

⁹ Entretien de Crisis Group, jeune habitant du BEG, Moussoro, mars 2018.

1. Le Kanem

Au Kanem, les débuts de l'ère Déby sont marqués par la défiance entre Kanembou et Goranes d'une part et le nouveau pouvoir de l'autre. A la suite de l'introduction du multipartisme au Tchad, en 1990, de nombreux mouvements politiques voient le jour – près de 160 partis ont été créés et légalisés depuis.¹⁰ Ainsi, l'ancien président tchadien Lol Mahamat Choua (29 avril-29 août 1979) crée en 1991 le Rassemblement pour la démocratie et le progrès (RDP). Considéré par beaucoup de Tchadiens comme le parti des ressortissants du Kanem, il réussit cependant dans les années 1990 à mobiliser un grand nombre de sympathisants au-delà de sa région d'ancrage naturel.

Rapidement, le RDP devient même l'un des partis d'opposition les plus sérieux sur la scène politique tchadienne, suscitant la méfiance des autorités. Selon des membres du RDP, Idriss Déby le considère alors comme une menace électorale, mais surtout comme une formation politique capable de réunir des partisans d'Habré.¹¹ Au même moment, N'Djamena suspecte l'élite commerçante du Kanem, proche du RDP, de soutenir financièrement les ennemis du parti au pouvoir. Mêlant habilement cooptation et répression selon un schéma éprouvé au Tchad, les autorités arrêtent plusieurs membres ou soutiens du parti tandis que d'autres partent en exil, créant parfois leurs propres groupes armés.¹²

Après plusieurs décennies d'exercice du pouvoir par Déby, le contexte a radicalement changé et le RDP, comme beaucoup de partis politiques d'opposition, pratique depuis plus de dix ans une forme de nomadisme politique, entre contestation timide et soutien affirmé au pouvoir. Ainsi, après avoir critiqué la révision constitutionnelle de 2005 qui supprimait la limitation du nombre de mandats de président et refusé de participer à l'élection présidentielle de 2006, le parti négocie peu de temps après une alliance avec le MPS pour obtenir des postes au gouvernement, des sièges à l'Assemblée nationale et ainsi assurer sa survie politique. En 2011, il rejoint la coalition formée par le MPS, « l'Alliance pour la renaissance du Tchad », et s'engage au sein de la majorité pour l'élection présidentielle. En avril 2018, ses députés votent même la nouvelle Constitution qui réduit fortement le rôle et les possibilités de contrôle du parlement et des contre-pouvoirs.¹³

Mais ce rapprochement politique de circonstance entre le parti politique historique du Kanem et le MPS cache mal le mécontentement d'une partie de la population locale. Depuis la prise de pouvoir de Déby, les Kanembou, majoritaires dans la région, considèrent qu'ils n'ont pas bénéficié autant que leurs voisins kreda des positions commerciales avantageuses. Ils ressentent une forme de relégation économique

¹⁰ Marielle Debos, Jérôme Tubiana, « Deby's Chad, Political Manipulation at Home, Military Intervention Abroad, Challenging Times Ahead », United States Institute for Peace, 12 décembre 2017.

¹¹ Bichara Idriss Hagggar, *Les partis politiques et les mouvements d'oppositions armés de 1990 à 2012* (Paris, 2014).

¹² Dans de la bande sahélienne comme ailleurs dans le pays, l'explosion du nombre de partis politiques au début des années 1990 s'est accompagnée de la création de nombreux groupes armés. Le Conseil national de redressement du Tchad (CNR) a par exemple été créé en 1992 par le colonel Abbas Koty Yacoub et Bichara Idriss Hagggar, un cadre du RDP.

¹³ « Le Tchad adopte une nouvelle constitution renforçant le pouvoir du président », *Le Monde*, 1^{er} mai 2018. Pour une analyse de la Constitution, voir « Tchad : une nouvelle République sans Etat de droit ? », op. cit.

et sociale et expriment leur rancœur vis-à-vis de l'Etat tchadien.¹⁴ La crise économique qui frappe le Kanem de plein fouet depuis plusieurs années renforce ce sentiment de déclin d'une région autrefois située au cœur du puissant empire du Kanem-Bornou.

Aujourd'hui, les projets pétroliers de Sédigui et gaziers de Rig-Rig au Nord du Kanem suscitent de nouvelles attentes et un peu d'espoir au sein de la population.¹⁵ Les représentants des associations de jeunes et de femmes disent être consultés lors des comités régionaux d'action présidés par le gouverneur et les entreprises concernées annoncent une vague de recrutements au niveau local pour la fin 2018.¹⁶ Mais si les travaux ont commencé, de très fortes incertitudes de calendrier et de faisabilité persistent en raison notamment des risques sécuritaires dans la zone.

2. Le Bahr el-Ghazel (BEG)

Dès 1990, les relations entre une partie des élites kreda, communauté majoritaire au BEG, et le président Déby se sont bâties sur un socle d'intérêts communs. La présence de nombreux Kreda aux côtés de l'ancien président tchadien Goukouni Weddeye (1979-1982) dans la rébellion du Gouvernement d'union nationale de transition (GUNT) et leur hostilité affichée à Habré à la fin de son règne les ont naturellement conduits à entretenir de bons rapports avec celui qui l'a renversé, Idriss Déby.¹⁷ Rapidement, cette nouvelle donne politique offre aux Kreda des perspectives économiques et au pouvoir un moyen de conserver une forme de contrôle sur une région réputée sensible politiquement, et ce depuis la colonisation.

Certains Kreda ont bénéficié de positions commerciales intéressantes à N'Djamena et ont vu leurs activités prospérer à partir des années 1990. Profitant de crédits sans intérêts et de complicités politiques, les grands commerçants vont faire main basse sur une grande partie du commerce de quincailleries.¹⁸ Dès 2007, de grands opérateurs économiques de la région, spécialisés dans les secteurs du bâtiment, de la distribution de carburant et des services, vont aussi bénéficier des retombées du boom pétrolier et du lancement d'une politique de grands travaux. Ils obtiennent de nombreux marchés publics et des licences d'importation.

Cette proximité est aussi politique. Presque tous les députés du Bahr el-Ghazel sont étiquetés MPS. Quant aux élites du BEG qui résident à N'Djamena, elles se chargent d'assurer la promotion du MPS dans leur région d'origine, comme lors de la dernière élection présidentielle. « A Moussoro, comme ailleurs, on se bat pour être chef de file du MPS », confie un jeune.¹⁹ Le MPS compte en effet plus de clients que de militants et être choisi pour représenter le parti localement permet souvent d'embrasser une carrière politique.²⁰

¹⁴ Entretiens de Crisis Group, jeunes habitants et acteurs économiques du Kanem, Mao ; homme politique originaire du Kanem, N'Djamena, mars 2018.

¹⁵ « Idriss veut faire du Kanem un nouveau centre pétrolier », Africa Energy Intelligence, 7 novembre 2017.

¹⁶ Entretiens de Crisis Group, diplomate, représentants d'une association de jeunes de Mao, N'Djamena, septembre 2018. Le Comité régional d'action est chargé de la définition et du suivi des politiques de développement et d'action sociale dans la région.

¹⁷ Entretien de Crisis Group, acteur politique, N'Djamena, février 2018.

¹⁸ Entretiens de Crisis Group, homme politique et acteur économique, N'Djamena, mars 2018.

¹⁹ Entretien de Crisis Group, habitant du BEG, Moussoro, mars 2018.

²⁰ Entretien de Crisis Group, acteur économique, N'Djamena, novembre 2017.

Quant au Mouvement pour la paix et le développement au Tchad (MPDT), créé en 1993 par Mahamat Abdulaye Mahamat et soutenu par la bourgeoisie commerçante kreda du BEG, il pèse peu politiquement et a rapidement fait le pari de l'alliance avec le pouvoir. En 2005, il était ainsi l'un des seuls partis à ne pas s'opposer à la révision constitutionnelle portée par le MPS. Arrêté en 2009 à la suite de conversations téléphoniques avec des rebelles tchadiens en Libye et parti en exil au Sénégal, Mahamat Abdulaye Mahamat est rentré en 2016 et se présente de nouveau comme un allié du pouvoir.²¹

Les bonnes relations qu'entretient Déby avec les élites kreda ne se sont pourtant jamais départies d'une volonté de contrôle des populations du BEG, considérées comme « insoumises » depuis la colonisation.²² La base militaire de Moussoro est une des plus grandes du Tchad et fait de cette cité une ville-garnison où les contrôles sont très fréquents. Pour contenir l'insécurité dans la région et gérer les vives tensions entre la Garde nationale et nomade du Tchad (GNNT) et le reste de la population, le président y a plusieurs fois envoyé son oncle, le général Mahamat Saleh Brahim, à la tête de la GNNT jusqu'en 2009 et surnommé pro-consul à Moussoro.²³ Par ailleurs, comme nous le développons ci-après, les rapports privilégiés entre l'élite du BEG et le pouvoir en place s'apparentent à un trompe-l'œil : une partie de la jeunesse du BEG vivant à Moussoro, Salal et dans les villages avoisinants est en colère contre ses dirigeants et est tentée par diverses formes de résistance.

B. *La cooptation : une stratégie qui présente des limites*

Si au Tchad, le pouvoir est essentiellement concentré entre les mains des Zaghawa, l'ethnie du président, N'Djamena a su agréger des soutiens en cooptant des élites d'origines ethniques et régionales variées.²⁴ Dans les régions de la bande sahélienne, les Kreda ont tiré leur épingle du jeu. Le cas le plus emblématique est sans doute celui d'Abakar Tahir Moussa, président-directeur général (PDG) d'Almanna, un groupe actif dans la construction, les services pétroliers et le commerce.²⁵ Revenu d'Arabie saoudite en 1996, cet homme d'affaires kreda est aujourd'hui l'un des acteurs économiques les plus importants du Tchad. Adhérent de la première heure au MPS, il en a été le trésorier et aurait dépensé de l'argent personnel pour soutenir la campagne présidentielle d'Idriss Déby dans sa région en 2016.²⁶

Les Kreda du BEG ont aussi conquis un espace politique et sont bien représentés dans des ministères importants et les institutions clés de la République. Ainsi, Cherif

²¹ Entretien de Crisis Group, ancien fonctionnaire originaire du BEG, N'Djamena, mars 2018.

²² Lettre du colonel Ducarre au commandant de circonscription datée de 1920 et reproduite dans Joubert Georges, « le Faki Naïm », *Bulletin de la société des recherches congolaises*, n°24, novembre 1937.

²³ Entretien de Crisis Group, ressortissant du BEG, N'Djamena, mars 2018. La Garde nationale et nomade du Tchad a pour principale mission de sécuriser les zones rurales, notamment en faisant respecter les couloirs de transhumance ou encore en luttant contre les vols de bétail et en surveillant les parcs nationaux.

²⁴ « Deby's Chad, Political Manipulation at Home, Military Intervention Abroad, Challenging Times Ahead », op. cit.

²⁵ « Tchad : trois patrons en béton », *Jeune Afrique*, 28 avril 2014.

²⁶ Entretiens de Crisis Group, membres de la société civile, Moussoro et N'Djamena, mars 2018.

Mahamat Zene, ministre des Affaires étrangères reconduit dans le premier gouvernement de la quatrième République (créée en mai 2018), Mahamat Ahmat Choukou, ancien président du Conseil constitutionnel ou encore Ali Kouloutou Chaini, président du groupe parlementaire du MPS sont tous les trois Kreda originaires du BEG.²⁷

Mais l'influence des Kreda se manifeste surtout dans le domaine de la sécurité. Ali Souleymane Bachar et Kedallah Younouss Hamidi ont plusieurs fois été ministres de l'Administration du territoire entre 2010 et 2017 et le premier a été directeur général de la police en 2010. Ces dernières années, l'évolution de la situation en Libye est devenue une priorité pour N'Djamena et Déby a cherché à s'entourer d'hommes qui connaissent ce pays et les rebelles qui y évoluent. Jiddi Saleh, exilé aux côtés de l'ancien président tchadien Goukouni Weddeye en Libye et en Algérie dans les années 1980, a ainsi dirigé l'Agence nationale de sécurité (ANS) entre 2012 et 2016. Parfois surnommé le « sécurocrate » de Déby, il occupe aujourd'hui le poste stratégique de conseiller du président de la République, chargé de la sécurité nationale.²⁸ Quant à Issa Ali Taher, également originaire du BEG, il a été directeur du cabinet civil du président, avant d'être démis de ses fonctions en mai 2018.²⁹ Ses relations au sein des rébellions du Sud de la Libye et sa très bonne connaissance de ce pays, où il a vécu, en ont fait un atout pour l'Etat tchadien.

L'exécutif tchadien s'appuie sur ces diverses élites pour exercer un contrôle à distance sur les populations de ces régions.³⁰ Si l'administration locale est rachitique au BEG comme dans beaucoup d'autres périphéries tchadiennes, l'Etat se déploie aussi à travers ceux qui se réclament du pouvoir.³¹ Dans le cas de Moussoro, il s'agit notamment des acteurs économiques. Ils interviennent régulièrement dans la résolution des conflits locaux, parfois même à la demande des autorités locales, dont la légitimité est très souvent contestée. Ils sont également en mesure d'exiger le départ de gouverneurs ou de préfets lorsque ceux-ci sont critiqués par la population.

Au Tchad, les remaniements ministériels sont fréquents et les postes de gouverneurs sont des « contrats courts ». Cette instabilité est utilisée à dessein politiquement pour ne pas perdre le contrôle mais elle est aussi le produit des divergences entre autorités locales et populations. Le Bahr-el Ghazel fait sans doute office de champion en la matière. Depuis la création de la région en 2008, treize gouverneurs se sont succédé, souvent à la suite de plaintes des populations et de pressions des élites de ces régions. Un ancien gouverneur déclare en privé : « nous sommes censés être les dépositaires de l'autorité mais en réalité, ça n'est pas le cas. Les gens appellent leurs parents [dans les administrations] à N'Djamena pour nous mettre la pression ».³²

Ainsi, les élites du BEG et du Kanem entretiennent avec le pouvoir une proximité qui leur vaut de peser dans le débat local. Mais elle leur est aussi reprochée par les

²⁷ « Le Tchad promulgue sa nouvelle constitution et passe à la 4^{ème} République », Radio France Internationale (RFI), 5 mai 2018.

²⁸ « Deby's Chad, Political Manipulation at Home, Military Intervention Abroad, Challenging Times Ahead », op. cit.

²⁹ Entretien de Crisis Group, ressortissant du BEG, N'Djamena, février 2018.

³⁰ Voir le briefing Afrique de Crisis Group N°78, *Le Nord-ouest du Tchad : la prochaine zone à haut risque ?*, 17 février 2011.

³¹ Marielle Debos, *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres* (Paris, 2013).

³² Entretien de Crisis Group, N'Djamena, mars 2018.

populations. Elles sont accusées de cautionner les agissements des Zaghawa contre les ressortissants de la région et d'avoir abandonné leur honneur pour « s'enrichir personnellement ». ³³ Aujourd'hui, le message des élites du BEG, qui consiste à dire aux jeunes Kreda « nous avons les bonnes grâces du régime, ne gâchons pas cette opportunité », ne passe plus, et leur positionnement vis-à-vis du pouvoir central créé des tensions palpables.

³³ Entretien de Crisis Group, ressortissant du BEG, N'Djamena, février 2018.

III. Une région en proie à la montée des tensions

A. Des exactions contre les ressortissants du BEG et du Kanem

Depuis 2016, les tensions entre l'Etat et les populations du Kanem et du BEG vont croissantes, alimentées par une série d'exactions commises par des individus perçus comme proches des cercles au pouvoir contre des ressortissants de ces régions.

L'affaire Zouhouira, du nom d'une jeune fille de seize ans originaire du Kanem, violée par des fils de dignitaires du régime en février 2016 à N'Djamena, a provoqué une profonde émotion et une très vive colère dans le pays.³⁴ La jeune fille a demandé publiquement à ce que les auteurs de l'agression soient punis. Des milliers de personnes ont réclamé « justice pour Zouhouira » lors de manifestations organisées dans plusieurs villes, dont N'Djamena et Mao, et l'affaire a pris une tournure politique en pleine période électorale. Face à cette contestation populaire à quelques semaines du scrutin présidentiel, le président a dû prendre la parole pour condamner cet acte et assurer « aux filles et aux mères du pays que justice sera rendue ».³⁵ Le 30 juin 2016, la cour criminelle du Tchad a condamné plusieurs auteurs présumés du viol à dix ans de prison.³⁶

Pour les populations du Kanem et du BEG, il ne s'agissait pas d'un incident isolé. En novembre 2016, après une bagarre entre deux adolescents à la fin d'un match de football, des affrontements intercommunautaires opposant des Zaghawa, l'ethnie du président, à des Kreda ont éclaté à Ngueli, dans le neuvième arrondissement de N'Djamena, faisant plusieurs morts. Deux jours plus tard, des hommes armés, supposément zaghawa, ont tiré sur la foule venue se recueillir lors de la cérémonie funéraire, tuant cinq personnes.³⁷

En avril 2017, un nouvel incident est venu allonger la liste des griefs des Kreda à l'égard des Zaghawa. Des assaillants armés ont attaqué un convoi de prisonniers à Massaguet en route vers Koro Toro, tuant une dizaine de détenus, en majorité kreda. Leur cible aurait été un colonel kreda et ses gardes du corps accusés d'avoir tué le général zaghawa Adam Touba, leur chef hiérarchique au sein de la force mixte Tchad-Soudan.³⁸ Cette embuscade a suscité l'ire des jeunes Kreda, dont beaucoup disent ressentir un sentiment d'humiliation très fort.³⁹ Les auteurs de la fusillade ont été condamnés fin juin 2018 à perpétuité mais les commanditaires seraient toujours libres.⁴⁰

Face à ces exactions, l'élite kreda tente d'apaiser la jeunesse du BEG mais est de moins en moins audible. Ainsi, après les affrontements de Ngueli, les jeunes Kreda,

³⁴ « Tchad : quand un viol devient une affaire d'Etat », *Libération*, 23 février 2016.

³⁵ « Viol d'une jeune fille au Tchad, un acte ignoble, selon Idriss Déby », RFI, 16 février 2016.

³⁶ « Tchad : dix ans de prison pour les violeurs de Zouhouira », *Le Monde*, 1^{er} juillet 2016.

³⁷ « 5 morts à Nguéli dans un affrontement intercommunautaire », Tchad infos, 26 novembre 2016.

³⁸ Entretiens de Crisis Group, acteurs politiques et de la société civile, N'Djamena, mars 2018. Composée de plusieurs milliers d'hommes déployés à la frontière tchado-soudanaise, la force mixte a été créée après la normalisation des relations entre le Tchad et le Soudan et la signature d'un accord portant sur la sécurité de leur frontière commune en janvier 2010.

³⁹ Entretiens de Crisis Group, jeunes habitants du Kanem et du BEG, Moussoro, Mao, mars 2018.

⁴⁰ « Tchad : les auteurs de la tuerie de Massaguet condamnés à perpétuité », Tchad infos, 25 juin 2018.

contre l'avis de leurs aînés, ont demandé aux familles des victimes de refuser la *diya* (un mode de règlement des conflits pourtant courant au Sahel), proposée par les familles zaghawa concernées.⁴¹ Ils ont préféré se cotiser pour soutenir les familles endeuillées. Le refus de la *diya* est assez rare, notamment chez les Kreda. Après l'attaque du convoi, les jeunes Kreda ont aussi dissuadé les familles des victimes d'organiser une cérémonie de recueillement, leur suggérant de refuser les condoléances des représentants de l'Etat.⁴²

Par le passé, la violence au Tchad a très souvent été alimentée par des événements localisés et ponctuels.⁴³ Apparemment sans liens directs avec le débat politique qui se joue à N'Djamena, ces événements reflètent pourtant la réalité des rapports de force et de pouvoir au sein de la société tchadienne. Les auteurs de certaines attaques se sentent protégés du fait de leurs liens avec les dirigeants. Dans ce contexte, des attaques ciblées contre des ressortissants du BEG et du Kanem par des individus perçus comme proches du pouvoir cristallisent les ressentiments et nourrissent un discours populaire simpliste anti-Zaghawa. A la suite de ces attaques, des messages appelant les jeunes Kreda à rejoindre la rébellion en Libye ont largement circulé sur les réseaux sociaux. Selon plusieurs cadres de l'administration originaires du BEG et du Kanem, ces différents incidents et l'impunité dont bénéficient certains de leurs auteurs ou commanditaires ont contribué au ralliement de ressortissants de ces régions aux groupes rebelles du Sud de la Libye.⁴⁴ C'est le cas de l'oncle de Zouhoua, parti en Libye « pour venger sa nièce ».⁴⁵

B. Une économie régionale dans le rouge

Les régions du BEG et du Kanem cumulent les difficultés d'un environnement sahélien très contraignant, d'inégalités de genre très marquées, d'un sous-investissement de l'Etat dans les services de base et d'une faible présence des acteurs humanitaires ou du développement dans la zone.⁴⁶ Bien que proches de N'Djamena, ces régions sont enclavées. L'absence d'infrastructures et les distances importantes qui séparent les villages des centres administratifs rendent les déplacements difficiles. A Mao, le chef-lieu du Kanem, les pesanteurs traditionnelles liées à la place du sultan dans le processus de décision contribuent aussi à freiner les investissements.

Les régions de la bande sahélienne, qui comptent parmi les plus pauvres du pays, enregistrent chaque année des indicateurs de malnutrition ou de santé maternelle et

⁴¹ Entretiens de Crisis Group, acteurs économiques et politiques kreda, N'Djamena, février 2018. La *diya* est la somme d'argent due en compensation d'un crime ou d'un accident. Elle vise à régler le litige entre les parties concernées et d'éviter ainsi le recours à la vengeance.

⁴² Lors d'une réunion communautaire organisée après l'incident de Ngueli, les jeunes Kreda ont également qualifié le père de Zouhoua de traître, lui refusant la parole, pour avoir soutenu Idriss Déby lors de l'élection présidentielle de 2016. Entretiens de Crisis Group, acteurs politiques et de la société civile originaires du BEG, N'Djamena, mars 2018.

⁴³ *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, op. cit

⁴⁴ Entretiens de Crisis Group, cadres de l'administration originaires du BEG et du Kanem, N'Djamena et Moussoro, mars 2018.

⁴⁵ Entretien de Crisis Group, jeune homme, Moussoro, mars 2018.

⁴⁶ « Analyse qualitative des causes de la malnutrition, Grand Kanem, Tchad », Action contre la faim, mai 2012.

infantile alarmants.⁴⁷ Cette situation décourage les bailleurs de fonds internationaux, qui selon des acteurs humanitaires, ne veulent plus donner beaucoup d'argent aux ONG pour des régions comme le Kanem et le BEG « car ces indicateurs ne s'améliorent pas depuis quinze ans et on fait face à une crise de malnutrition chronique ».⁴⁸

Au-delà de ces handicaps structurels profonds, les difficultés actuelles des populations du BEG et du Kanem résultent aussi de causes conjoncturelles : la crise financière qui touche le Tchad depuis 2014, liée notamment à la chute des cours du pétrole ; une faible production agropastorale en 2017/2018 ; une baisse de la production céréalière (moins 27 pour cent pour le Kanem, 20 pour cent pour le BEG) sur cette même période ; et surtout l'évolution négative du contexte sécuritaire régional. La fermeture des frontières du Tchad avec le Nigéria, la République centrafricaine et épisodiquement avec la Libye et le Soudan entrave l'économie de ces régions enclavées, très dépendantes des échanges commerciaux avec les pays voisins.

Dans le rapport intitulé *Boko Haram : au-delà de la réponse sécuritaire*, Crisis Group a décrit les conséquences pour les populations du lac et les éleveurs sahéliens des activités du groupe jihadiste, de la fermeture de la frontière entre le Tchad et le Nigéria en 2014 et de l'instauration d'un état d'urgence qui, bien que non renouvelé, perdure dans les faits.⁴⁹ Dans un pays où traditionnellement 80 pour cent du bétail exporté est vendu au Nigéria, les restrictions de mouvements sur le lac et la rupture des échanges transfrontaliers vers le Bornou voisin affectent considérablement les flux traditionnels de commerce d'animaux sur pied et entraînent une crise pastorale majeure. Les éleveurs empruntent des routes plus longues pour se rendre dans les pays voisins ou sont contraints de vendre leurs animaux au Tchad à très bas prix (parfois jusqu'à 50 pour cent de baisse pour les bovins).⁵⁰

Le bétail devient un capital en danger et les revenus des éleveurs ont drastiquement chuté. Face à cette situation, plusieurs bailleurs humanitaires, dont le service de la Commission européenne chargé de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes (ECHO) et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ont financé des projets de déstockage d'animaux en achetant des bêtes au prix du marché habituel, pour ensuite vendre la viande séchée. Si ces projets sont très utiles, leur envergure est limitée puisqu'ils ne concernent que quelques milliers de têtes de bétail.⁵¹

La fermeture, plus ou moins étanche et par intermittence, de la frontière tchadolibyenne et l'instauration d'une zone d'opérations militaires au Nord du Tchad depuis janvier 2017 entravent également le commerce et renchérissent les importations de produits alimentaires et manufacturés au BEG et au Kanem. En effet, ces régions, bien que plus proches de N'Djamena, sont traditionnellement tournées vers la Libye pour leur approvisionnement et le commerce. A Moussoro et à Mao, les marchés importants sont nommés « marchés libyens » et ces villes forment un trait d'union

⁴⁷ Ibid.

⁴⁸ Entretien de Crisis Group, acteur humanitaire, N'Djamena, février 2018. « La résilience des pasteurs aux sécheresses, entre traditions et bouleversement, les ONG au défi des transhumances », op. cit.

⁴⁹ Rapport de Crisis Group, *Boko Haram : au-delà de la réponse sécuritaire*, op. cit.

⁵⁰ Entretien de Crisis Group, acteur humanitaire, N'Djamena, février 2018.

⁵¹ Ibid.

commercial entre le Sud de la Libye et la capitale tchadienne.⁵² Ainsi, de nombreux commerçants de N'Djamena viennent depuis longtemps à Mao et à Moussoro pour y acheter des produits importés de Libye. La baisse du commerce avec ce pays affecte donc les ressources des habitants de ces villes-relais.

C. *Des clivages intrareligieux*

Contrairement aux pays voisins comme le Nigéria, la République centrafricaine (RCA) ou encore le Soudan, le Tchad, où les musulmans représentent environ 55 pour cent de la population et les chrétiens près de 40 pour cent, n'est pas frappé par des violences interconfessionnelles. En revanche, c'est une terre de prosélytisme, comme le montrent la montée des églises évangélistes au Sud du pays et le développement dans la bande sahélienne de courants dits wahhabites, une appellation galvaudée pour désigner les branches plus rigoristes de l'islam au Tchad.⁵³

La forte présence de ces derniers au BEG génère parfois des tensions locales de faible intensité et s'inscrit surtout dans une lutte d'influence plus large entre les communautés musulmanes du pays. Depuis les années 1990, les autorités nationales et le Conseil supérieur des affaires islamiques (CSAI), l'instance officielle représentative de l'islam au Tchad, traditionnellement dirigée par un soufi, n'ont pas caché leurs craintes face à l'essor dans ces régions des courants wahhabites de l'organisation islamique Ansar al-Suna.⁵⁴ Ils se développent notamment au sein des populations kreda, qui commercent depuis longtemps avec l'Arabie saoudite et sont bien représentées dans la diaspora tchadienne à Riyad, la capitale.⁵⁵

A cet égard, le président Déby, en voyage à Moussoro il y a plusieurs années, aurait exhorté des membres d'Ansar al-Suna à « ne pas quémander l'argent des Arabes [des Saoudiens] pour déstabiliser le Tchad ». ⁵⁶ Entretien des relations acrimonieuses avec ceux qui se prétendent wahhabites, le cheick Hissein Hassan Abakar, ancien président du CSAI décédé en janvier 2018, aurait quant à lui alerté l'ambassade américaine au Tchad dès 2007 sur l'activisme religieux supposé des représentants d'Ansar al-Sunna dans les pays du Golfe et les messages de propagande diffusés sur

⁵² Karine Bennafla, *Le commerce frontalier en Afrique centrale, acteurs, espaces, pratiques* (Paris, 2002).

⁵³ Le wahhabisme est une doctrine fondée au dix-huitième siècle dans la péninsule arabique par Muhammad Ibn Abd-al-Wahhab. Elle repose sur « l'unicité de Dieu » et « la critique du culte des saints et du soufisme ». En Afrique centrale, le terme « wahhabisme » est devenu générique, désignant dans l'usage courant toutes les tendances de l'islam qui prônent un retour à un islam pur, dénué de pratiques traditionnelles condamnables. Ce rapport emploie le terme « wahhabite » dans ce sens, répandu au Tchad. Mais ceux qui sont désignés comme « wahhabites » préfèrent généralement l'appellation de « sunnites » car ils disent représenter le seul et vrai islam.

⁵⁴ Ansar al-Suna est une organisation islamique présente en Egypte, au Soudan et au Tchad qui dit s'inspirer du wahhabisme. Pointés du doigt au Tchad par une majorité soufie pour leurs velléités prosélytes, ils n'ont jamais utilisé la violence pour étendre leur base de fidèles. « Deby's Chad, Political Manipulation at Home, Military Intervention Abroad, Challenging Times Ahead », *op. cit.*

⁵⁵ Entretien de Crisis Group, responsables religieux, hommes politiques, acteurs de la société civile, N'Djamena, février 2018.

⁵⁶ Entretien téléphonique de Crisis Group, membre de l'élite kreda, juillet 2018.

leur radio Al-Bayane.⁵⁷ De leur côté, les « wahhabites » ont longtemps critiqué les instances officielles de l'islam au Tchad, percevant le CSAI comme une organisation soufie cherchant à endiguer leur développement.

Après les attentats perpétrés à N'Djamena en 2015, les autorités tchadiennes ont renforcé leur contrôle sur l'espace religieux en interdisant la burqa et le turban, en surveillant davantage certaines mosquées de quartier, des prêches du vendredi, des enseignements coraniques et des émissions de radio.⁵⁸ Des associations dirigées par des ressortissants de Moussoro, dont Ansar al-Sunna al-Mohamadiya, ont été dissoutes ou suspendues pour « risque de trouble à l'ordre public ».⁵⁹ Plusieurs mosquées ont également été fermées dans le BEG et des agents publics auraient été nommés dans la radio communautaire de Moussoro pour éviter les dérives confessionnelles.⁶⁰ Ce canevas de mesures s'est accompagné d'un « discours de promotion d'un islam tchadien », sous-entendu le soufisme dans ses diverses composantes. Beaucoup de Kreda proches d'Ansar al-Sunna considèrent que ce discours et les mesures prises à l'époque stigmatisent leur communauté.⁶¹

A Moussoro comme à Salal ou encore dans le quartier Diguel de N'Djamena où les Kreda sont très présents, une forme de résistance passive s'est développée sous plusieurs formes : des mosquées se construisent sans l'aval du CSAI, donc illégalement ;⁶² de très nombreuses femmes bravent l'interdiction du voile intégral ; et les associations dissoutes se reforment sous des noms différents afin de continuer leurs activités.⁶³ Toutefois, les déclarations d'apaisement d'Idriss Déby en 2017 et sa demande au CSAI de renouer le dialogue avec tous les courants musulmans ont apaisé la situation. Le nouveau bureau du CSAI, nommé en avril 2018 après la mort du cheick Hissen Hassan Abakar, a ouvert ses portes aux proches d'Ansar al-Sunna.⁶⁴

Au Tchad, l'influence croissante de ce courant a été relativement indolore politiquement, contrairement au Soudan, où des représentants d'Ansar al-Sunna sont présents au gouvernement et contribuent à définir l'agenda politique. En revanche, la progression des mouvements plus rigoristes a des conséquences sociales. Des étu-

⁵⁷ « Grand Imam voices concern over extremists' "new strategy" in Chad », câble de l'ambassade des Etats-Unis à N'Djamena, 4 juin 2007, rendu public par WikiLeaks, https://wikileaks.org/plusd/cables/07NDJAMENA455_a.html.

⁵⁸ Pour plus d'information sur les attentats et les mesures prises par l'Etat tchadien pour renforcer les dispositifs de sécurité, voir le rapport Afrique de Crisis Group N°233, *Tchad : entre ambitions et fragilités*, 30 mars 2016.

⁵⁹ Site internet de l'ambassade des Etats-Unis au Tchad, consulté en septembre 2015.

⁶⁰ Entretien de Crisis Group, ancien responsable des autorités locales de Moussoro, N'Djamena, février 2018.

⁶¹ Entretiens de Crisis Group, habitants de Moussoro, ressortissants du BEG, Moussoro et N'Djamena, mars 2018.

⁶² Entretien de Crisis Group, ancien membre de l'administration au BEG, N'Djamena, février 2018.

⁶³ De telles mesures ne sont pas nouvelles. En 1997, 30 associations religieuses étaient dissoutes, déjà pour risque de troubles à l'ordre public. En mai 2006, le Tchad décidait d'interdire ou de suspendre les activités des associations Mountada al-Islamia, de l'Association mondiale pour la jeunesse musulmane (WAMY), de la Fondation caritative Moukarrama de la Mecque et de la fondation caritative Haramain, les accusant de promouvoir la violence à des fins religieuses. Entretien de Crisis Group, diplomate, N'Djamena, août 2015. Voir Ladiba Gondeu, *L'émergence des organisations islamiques au Tchad. Enjeux, acteurs et territoires* (Paris, 2011).

⁶⁴ Entretien de Crisis Group, ancien acteur politique originaire de Moussoro, N'Djamena, mars 2018.

dians soufis à N'Djamena confient à Crisis Group : « les gens se parlent moins, se saluent moins » ; « ils nous prennent pour de mauvais musulmans ». ⁶⁵ Des querelles entre soufis et wahhabites ont engendré quelques tensions à Moussoro. Les courants plus rigoristes rejettent ainsi les prières organisées à la demande des soufis pour la venue de la pluie ou encore la célébration de l'anniversaire du prophète. Mais localement, ces divergences ne mènent pas à des situations de conflits.

Sur le plan sécuritaire, les tensions intrareligieuses ne sont pas le moteur de l'opposition armée tchadienne basée dans les pays voisins, même si certains rebelles utilisent des références religieuses pour renforcer leur message critique vis-à-vis des autorités. Avant son arrestation en 2017 au Niger, l'ancien chef du Conseil de commandement militaire pour le salut de la République (CCMSR) originaire du BEG, Mahamat Hassan Boulmaye, qualifiait Déby et les cadres du BEG gravitant autour du pouvoir de mauvais musulmans en s'appuyant sur des sourates du Coran et des hadiths. ⁶⁶ Des proches de Boulmaye reconnaissent en privé qu'il n'a jamais été un pratiquant assidu et que son utilisation de références religieuses était une stratégie pour mobiliser. ⁶⁷

Par ailleurs, des jeunes hommes et des intellectuels proches d'Ansar al-Suna, parfois issus du BEG, sont présents dans les rangs des rebelles. ⁶⁸ Ainsi, Abderaman Issa, ancien député kreda du Mouvement pour la paix et le développement au Tchad (MPDT) et enseignant-chercheur en histoire contemporaine à l'université de N'Djamena et à celle du roi Fayçal aurait rejoint la rébellion avant d'être arrêté avec Boulmaye en 2017. ⁶⁹

La forte présence des courants dits wahhabites au BEG est sans aucun doute une source d'inquiétude pour les responsables religieux soufis au Tchad mais aussi pour les autorités locales et nationales, ce qui conduit à des frictions avec les mouvements proches d'Ansar al-Suna. ⁷⁰ Pourtant, localement, les tensions entre soufis et wahhabites demeurent de faible intensité et une large majorité des personnes rencontrées à Moussoro ou à N'Djamena disent ne pas voir à ce stade un risque de conflit religieux dans la bande sahélienne. ⁷¹

⁶⁵ Entretiens de Crisis Group, N'Djamena, mars 2018.

⁶⁶ « Cadres musulmans du Tchad, avez-vous posé la question : qu'est-ce que le Dajjal ? » et « le despote Idriss Déby, peut-il être un démon ? », blog Python-News (python-news.over-blog.com), 29 et 30 septembre 2015. « Le Niger s'apprête à extraditer le rebelle tchadien Mahamat Hassan Boulmaye », RFI, 19 octobre 2017.

⁶⁷ Entretiens de Crisis Group, anciens rebelles, N'Djamena, mars 2018 et Paris, octobre 2018.

⁶⁸ Selon un ancien rebelle tchadien qui aspirait, sans succès, à jouer un rôle important dans la rébellion du CCMSR en Libye, contrairement aux autres groupes armés tchadiens basés au Sud de la Libye, la dimension religieuse est un élément important pour accéder à ce groupe et cela permet aux combattants de tisser des alliances au Sud de la Libye. Entretiens de Crisis Group, responsable religieux, N'Djamena, mars 2018 ; ancien rebelle tchadien, Paris, octobre 2018.

⁶⁹ Entretien de Crisis Group, responsable religieux, N'Djamena, mars 2018.

⁷⁰ Entretiens de Crisis Group, haut fonctionnaire tchadien et responsable religieux, N'Djamena, septembre 2015 et mars 2018.

⁷¹ Entretiens de Crisis Group, associations de jeunes, fonctionnaires, acteurs économiques, professeurs, étudiants, membres d'ONG humanitaires, Moussoro et N'Djamena, mars 2018.

IV. Une jeunesse de la bande sahélienne sur la route

Bien davantage que les tensions intrareligieuses, la crise économique conjuguée aux crispations politiques et sécuritaires à l'œuvre dans les régions du Kanem et du BEG favorisent une augmentation des départs de jeunes hommes vers le Nord et les pays voisins, en particulier la Libye. Contrairement aux Tchadiens, peu nombreux, originaires du Sud, de l'Est et de N'Djamena qui cherchent parfois à rejoindre l'Europe, la majorité des jeunes du Kanem et du BEG qui émigrent en Libye s'y installent.⁷²

L'Etat tchadien perçoit globalement ces migrations du Kanem et du BEG vers la Libye comme des mouvements d'adhésion aux rébellions. Les mesures prises par les autorités locales et nationales pour réguler les départs ont donc surtout pour objectif de limiter les ralliements de jeunes aux groupes armés tchadiens au Sud de la Libye. Pourtant, cette perception de l'Etat tchadien est exagérée et la réalité est plus contrastée. Beaucoup de Tchadiens partent traditionnellement en Libye pour travailler et transfèrent une partie de l'argent ainsi collecté à leurs familles restées au Tchad. Dans les régions de la bande sahélienne, ces transferts constituent les principales sources de revenus de nombreux ménages. Une majorité de jeunes rencontrés par Crisis Group à Moussoro et à Mao disent vouloir partir en Libye pour trouver du travail, souvent avec le soutien de membres de leurs familles déjà sur place.⁷³ La migration a donc une vocation redistributive.⁷⁴

A. Des migrations qui prennent de l'ampleur

Historiquement, le Kanem et le Bahr el-Ghazel sont des terres d'émigration et comptent parmi les régions aux taux d'émigration les plus importants du Tchad. D'abord politiques et sécuritaires, ces migrations sont devenues principalement climatiques et économiques depuis les années 1970. Lors des grandes sécheresses de 1973 et 1984, de nombreuses familles sont parties vers les grandes villes comme N'Djamena ou vers le sud du Tchad, ou ont émigré notamment en Arabie saoudite via le Soudan, au Nigéria et en Libye. Aujourd'hui, les Kreda et les Kanembou sont sans doute les Tchadiens les plus nombreux à Riyad. Ils vivaient dans leur majorité de petits bou-

⁷² Les discours des Occidentaux présentent le Tchad comme un pays clé dans la régulation des migrations africaines en direction de l'Europe. La présence d'Idriss Déby dans les différents sommets internationaux sur la migration, notamment européens, témoigne d'une volonté d'impliquer N'Djamena dans la stratégie de maîtrise des flux migratoires. Pourtant, bien que d'autres Africains transitent en effet par le Tchad pour aller en Europe via la Libye, en particulier depuis le renforcement des contrôles à Agadez au Niger, le pays n'est pas, contrairement au Niger ou au Soudan, situé sur une grande route migratoire. D'ailleurs, les Européens dépensent bien plus d'argent pour réguler les migrations au Niger et au Soudan qu'au Tchad, où très peu de projets concernant la migration ont vu le jour. Voir « Chad: The unexpected migration debate », Deutsche Welle, 27 novembre 2017 et « Multilateral Damage. The Impact of EU Migration Policies on Central Saharan Routes », Clingendael (Institut néerlandais des relations internationales), septembre 2018.

⁷³ Entretiens de Crisis Group, jeunes du BEG et du Kanem, Mao, Moussoro, mars 2018.

⁷⁴ « Analyse qualitative des causes de la malnutrition, Grand Kanem, Tchad », op. cit. Entretiens de Crisis Group, ressortissants du BEG et du Kanem, N'Djamena, mars 2018.

lots. Plus de 80 000 Tchadiens, en grande majorité des hommes, seraient par ailleurs installés en Libye, pratiquant le plus souvent l'agriculture et le commerce.⁷⁵

1. Plusieurs coups d'accélérateurs au cours de la dernière décennie

La découverte de gisements d'or dès 2012 au Tibesti (région située au Nord du Tchad), au Niger, au Nord Darfour (Soudan), au Sud de l'Algérie, au Sud de la Libye, et en 2015 dans la région du Batha (centre du Tchad), a abouti à une ruée vers l'or et donné une nouvelle impulsion à ces déplacements. En Algérie, où l'orpaillage artisanal est interdit, plusieurs orpailleurs tchadiens, dont certains venaient du BEG et du Kanem, ont même été arrêtés il y a quelques années. A l'époque, le ministre de la Justice tchadien était intervenu en personne pour demander leur libération, mais certains étaient déjà morts en prison.⁷⁶

Malgré son interdiction, l'orpaillage dans la région du Tibesti continue à attirer de nombreux Tchadiens mais aussi des étrangers, dont certains passent par des réseaux organisés qui pratiquent une forme de traite humaine.⁷⁷ La réorientation de certaines routes migratoires vers les mines d'or du Tibesti témoigne de l'importance de ces nouveaux points de passages dans le parcours des migrants vers le Fezzan en Libye.⁷⁸ Cependant, les très fortes tensions qui secouent le Tibesti depuis le mois d'octobre 2018 et les affrontements qui opposent l'armée, massivement déployée au Nord du pays, aux groupes d'autodéfense teda près des zones aurifères, pourraient avoir un impact sur ces migrations.

Les évolutions sécuritaires régionales ont également eu une forte influence sur ces dynamiques. Dans un premier temps, le conflit en Libye à partir de 2011 a provoqué une vague de retours de Tchadiens installés dans ce pays depuis plusieurs dizaines d'années et qui, pour beaucoup, ont tout perdu. Selon les acteurs humanitaires qui ont travaillé à leur réinsertion, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont fui les violences et se sont réinstallées au Kanem et au BEG en 2011.⁷⁹ Alors que ces retournés envoyaient auparavant beaucoup d'argent à leurs familles, ils sont devenus une charge pour ces dernières. Confrontés à la chute drastique de leur niveau de vie et vivant mal le passage d'une vie urbaine et moderne à un environnement rural aride, beaucoup sont repartis en Libye en dépit de l'insécurité persistante.⁸⁰

⁷⁵ « Mobilités au Tchad, infographie des mobilités sur le territoire tchadien », Organisation internationale pour les migrations (OIM), mai 2018.

⁷⁶ Entretien de Crisis Group, ressortissants du BEG, N'Djamena, mars 2018.

⁷⁷ « Mobilités au Tchad, infographie des mobilités sur le territoire tchadien », op. cit.

⁷⁸ Il existe plusieurs routes pour les migrants au Tchad. A l'ouest, les passeurs empruntent l'axe N'Djamena-Faya-Largeau avant de rejoindre Zouarké ; d'autres passent par Mao et prennent directement la route de Zouarké en longeant la frontière tchado-nigérienne ; enfin, depuis 2013, les Tchadiens mais aussi des Soudanais passent par Kalaït et Faya-Largeau avant de rejoindre la zone minière de Kouri Bougoudi, et plus tard continuer vers la Libye. Les mines peuvent même retenir de potentiels migrants en raison des revenus qu'elles procurent. « Multilateral Damage. The Impact of EU Migration Policies on Central Saharan Routes », op. cit., et « Migrations mixtes au Tchad », Altaï Consulting pour le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), janvier 2018.

⁷⁹ Entretien de Crisis Group, acteurs humanitaires, N'Djamena, mars 2018.

⁸⁰ Ibid.

Par ailleurs, dans un contexte de crise économique, la migration devient la stratégie d'adaptation la plus efficace pour améliorer son niveau de vie.⁸¹ A travers ces périples, la majorité des jeunes du BEG et du Kanem sans activité tentent d'accéder à une forme d'autonomie économique, condition souvent nécessaire au mariage et à la reconnaissance sociale. Or, les migrations hors des frontières sont considérées comme plus lucratives que les migrations internes. Pour d'autres jeunes qui font du commerce entre les régions sahéliennes et la Libye, les événements qui ont suivi la chute du guide libyen Mouammar Kadhafi ont même ouvert de nouvelles perspectives. « Je fais le commerce de voitures entre Sebha et Moussoro. Après 2011, il y a eu plus de voitures en vente sur le marché. Je peux trouver un véhicule Hilux pour 3 ou 4 millions de francs CFA (5 260 à 7 014 dollars) au Sud de la Libye », confie un jeune commerçant de Moussoro, ajoutant « pour me protéger, j'achète une arme dès que je passe la frontière libyenne car il n'y a pas de contrôles là-bas ».⁸²

2. Une tendance à la hausse en 2017 et 2018

Les dynamiques migratoires depuis le Kanem, le BEG et le Batha limitrophe se sont intensifiées en 2017-2018.⁸³ Cette réalité est confirmée par les ONG humanitaires, qui disent observer de plus en plus de ménages scindés dans cette zone : « quand on demande aux femmes si on peut leur administrer un médicament, la plupart nous disent qu'elles doivent d'abord joindre leurs maris qui se trouvent à l'étranger ».⁸⁴

D'après les observations très prudentes de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), qui a installé deux points de suivi des flux à Zouarké et Faya-Largeau, dans le Nord du Tchad, plus de 2 000 personnes ont passé la frontière libyenne via Zouarké rien qu'au mois de mars 2018. Des Tchadiens en Libye font également le chemin inverse et rentrent au Tchad en raison de l'insécurité sur place.⁸⁵ Les affrontements opposant Toubou et Awlad Suleiman pour le contrôle de la ville de Sebha, au Sud de la Libye en 2018, ont sans doute précipité certains retours.⁸⁶

Cette accélération des migrations ne se limite pas aux Tchadiens. Bien que le Tchad ne soit pas situé sur une des principales routes migratoires vers l'Europe et que les flux y soient limités, les contrôles renforcés ces dernières années au Niger (notamment à Agadez) et au Soudan – deux itinéraires traditionnels – ont amené certains migrants originaires d'Afrique de l'Ouest et de l'Est à tenter leur chance via le Tchad. Ainsi, des Sénégalais, des Libériens, des Somaliens, des Erythréens ou encore des Maliens et des Soudanais en route vers la Libye dévient leurs itinéraires et passent par le Tchad.⁸⁷ Contrairement à une majorité des jeunes Tchadiens de la

⁸¹ « Analyse qualitative des causes de la malnutrition, Grand Kanem, Tchad », op. cit.

⁸² Entretien de Crisis Group, jeune commerçant, Moussoro, mars 2018.

⁸³ « Mobilités au Tchad, infographie des mobilités sur le territoire tchadien », op. cit.

⁸⁴ Entretiens de Crisis Group, acteurs humanitaires, N'Djamena, mars 2018.

⁸⁵ L'OIM a recensé 3 600 personnes retournées au Tchad depuis la Libye au cours du même mois. « Mobilités au Tchad, infographie des mobilités sur le territoire tchadien », op. cit.

⁸⁶ Entretiens téléphoniques de Crisis Group, acteurs de la société civile tchadienne, chercheur, juillet 2018. Les Awlad Suleiman, parfois soutenus par l'Armée nationale libyenne dirigée par Khalifa Haftar, accusent régulièrement les populations toubou de participer activement aux rébellions tchadiennes sur place.

⁸⁷ « Multilateral Damage. The Impact of EU Migration Policies on Central Saharan Routes », op. cit.

bande sahélienne qui ne cherchent pas à rejoindre l'Europe, ces étrangers ainsi que des Tchadiens venus du Sud, de N'Djamena et de l'Est souhaitent souvent traverser la Méditerranée.

Mao est d'ailleurs reconnu comme un point de transit des Tchadiens méridionaux qui cherchent à rejoindre la côte méditerranéenne :

Des passeurs prennent contact avec des Tchadiens qui veulent aller en Europe. Une fois ces personnes arrivées à Mao, on leur dit de quitter la ville par leurs propres moyens pour éviter les contrôles et des lieux de regroupement sont définis à quelques kilomètres de la ville. Là-bas, les gens sont amassés dans des voitures qui prennent la direction du Nord.⁸⁸

Les routes reliant Mao à Zouarké dans le Nord sont dangereuses et l'absence de points d'eau rend ces trajets très éprouvants.

B. *La tentation de la rébellion*

Dans une minorité de cas, les trajectoires des jeunes hommes de la bande sahélienne qui partent en Libye mêlent économie de survie, mercenariat et passages plus ou moins longs dans les rébellions, notamment pour amasser un capital. La chute de Kadhafi en 2011 a en effet créé un nouveau système régional de conflits et contribué à l'apparition d'un marché de combattants ayant aspiré certains jeunes de ces régions qui ont rejoint des groupes armés ou sont devenus mercenaires. Pour des pans de la jeunesse sahélienne au Tchad, la rébellion n'est plus forcément un moyen d'accéder au pouvoir mais davantage un vecteur d'ascension sociale dans des sociétés très inégalitaires. On compterait aujourd'hui entre 2 000 et 4 000 combattants tchadiens au Sud de la Libye.⁸⁹

Il serait pourtant erroné de décrire ces ralliements comme un simple passage obligé ou comme un phénomène strictement économique, sans prendre en compte les problèmes de gouvernance à l'œuvre. La présence importante de Dazagada du Kanem et du BEG (notamment des Kreda et des Kercheda) dans les groupes armés en Libye témoigne, en plus de l'attraction économique évidente qu'exerce la rébellion, des frustrations des jeunes générations des régions sahéliennes. Ainsi, à Mousoro comme à Mao, de nombreux jeunes disent éprouver un sentiment d'humiliation et vouloir prendre leur revanche, et affirment que certains de leurs frères et amis sont partis rejoindre les rébellions en quête de vengeance après l'affaire Zouhouira, les événements de Massaguet et de Ngueli.⁹⁰

Certains chefs rebelles tchadiens au Sud de la Libye sont originaires de ces régions et n'ont pas de mal à recruter. Ainsi, Ali Mahadi Mahamat, un Gorane (Daza Kecheda) de Salal dirige actuellement le Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT), une des scissions de l'Union des forces pour la démocratie et le développement (UFDD) de Mahamat Nouri.⁹¹ Sans doute l'un des groupes d'opposition armée

⁸⁸ Entretiens de Crisis Group, habitants de Mao, Mao et N'Djamena, avril et septembre 2018.

⁸⁹ Entretien téléphonique de Crisis Group, chercheur, octobre 2018.

⁹⁰ Entretiens de Crisis Group, jeunes résidant au BEG et au Kanem, Mousoro et Mao, mars 2018.

⁹¹ Le FACT et l'UFDD sont deux groupes rebelles tchadiens qui ont des troupes au Sud de la Libye. « Communiqué de presse constitutif », FACT, 8 avril 2016.

tchadienne les plus riches en combattants au Sud de la Libye, il est notamment actif dans la région de Joufra.⁹² Selon plusieurs jeunes hommes rencontrés à Moussoro et Mao, les réseaux sociaux servent de caisses de résonance et jouent un rôle majeur dans ces mobilisations.⁹³ Les chefs des rébellions en ont d'ailleurs conscience : « le monde a changé. Les jeunes d'aujourd'hui ultraconnectés n'attendent pas les ordres passivement », déclare Ali Mahadi Mahamat.⁹⁴

Plusieurs centaines de combattants, essentiellement kreda, ont également formé leur propre faction armée en 2016, le Conseil de commandement militaire pour le salut de la République (CCMSR). Ils se sont séparés du FACT après des tensions de commandement et des affrontements internes, illustrant les divisions incessantes des rébellions tchadiennes. L'ancien secrétaire exécutif du CCMSR, Mahamat Hassan Boulmaye, un Kreda de Moussoro, a souvent fait référence dans ses écrits aux grandes figures du Bahr el-Ghazel pour mobiliser et justifier la rébellion. Il n'hésitait pas à s'en prendre directement aux ressortissants de sa région proches du pouvoir de Déby, les présentant comme des traîtres « à la cause du BEG ». ⁹⁵ A Moussoro et à Mao, ce genre de messages trouve un écho favorable auprès de nombreux jeunes.⁹⁶

En août 2018, lors d'une attaque en territoire tchadien, dans la région du Tibesti près de la Libye, le CCMSR a tué plusieurs dizaines de soldats tchadiens et enlevé d'autres militaires, démontrant une nouvelle fois sa capacité de nuisance.⁹⁷ Par ailleurs, alors que la tension monte au Tibesti entre la population teda et l'armée, le porte-parole du CCMSR, Kingabé Ogouzemi de Tapol, a cherché à capitaliser sur la colère des Teda pour tisser des alliances opportunistes avec les mécontents du Tibesti. Cette stratégie a largement échoué et le coordinateur des groupes d'autodéfense de Miski, Molly Sougui, a très vite condamné les tentatives de récupération du conflit au Tibesti par le CCMSR.⁹⁸

Comme par le passé au BEG et au Kanem, la résistance ne s'organise pas sur place mais se délocalise. Ainsi, contrairement au Nord du Tchad, les régions de la bande sahélienne ne sont pas des zones incubatrices de rébellions mais davantage des réservoirs de combattants pour les groupes armés. Par ailleurs, les commerçants

⁹² « Deby's Chad, Political Manipulation at Home, Military Intervention Abroad, Challenging Times Ahead », op. cit.

⁹³ Entretiens de Crisis Group, jeunes hommes, Moussoro, mars 2018.

⁹⁴ « Mahamat Mahadi Ali, la rose et le glaive », *Libération*, 29 mai 2017.

⁹⁵ « Djiddi Bichara Hassan, partisan du démon, exploiteur du peuple », blog de Boulmaye, Python News, 12 novembre 2015.

⁹⁶ Entretiens de Crisis Group, jeunes hommes, Moussoro, mars 2018.

⁹⁷ Le CCMSR a revendiqué cette attaque et demandé la libération de Boulmaye et des deux autres cadres arrêtés en 2017. En guise de représailles, l'armée tchadienne a lancé en septembre 2018 une opération dans les environs de Kouri Bougoudi pour « nettoyer la zone » et l'aviation tchadienne a bombardé la localité, ce qui aurait, selon un parlementaire de la région, entraîné le décès de plusieurs civils. Depuis lors, la tension monte au Tibesti et au Borkou, comme en témoignent les combats en novembre 2018 entre l'armée et la population organisée en groupes d'autodéfense près des mines d'or de Miski. « Tchad : le CCMSR affirme détenir prisonniers trois officiers de l'armée », RFI, 17 août 2018. « Au Tchad, des bombardements de l'armée dans le Tibesti », *Le Monde*, 14 septembre 2018. Entretiens de Crisis Group, hommes politiques et acteurs associatifs toubou (teda) originaires du Tibesti, N'Djamena, novembre 2018.

⁹⁸ « Tchad : le comité d'auto-défense de Miski accuse le CCMSR de bavures contre des civils », Alwihda, 16 novembre 2018.

et les familles tchadiennes en Libye sont très souvent approchés par les recruteurs des groupes présents sur place. « Ils passent voir mes parents tous les mois pour les saluer et prendre de mes nouvelles », raconte un jeune commerçant de Moussoro dont la famille se trouve en Libye, ajoutant : « ils disent que si je le souhaite, je peux les rejoindre ; beaucoup de mes amis l'ont fait ». ⁹⁹ Les autorités tchadiennes assurent également, sans que cela ait pu être vérifié, que des recruteurs se trouvent au Kanem, au BEG et au Batha. ¹⁰⁰

⁹⁹ Entretien de Crisis Group, jeune commerçant, Moussoro, mars 2018.

¹⁰⁰ En 2017, un réseau de recrutement des jeunes pour la rébellion était signalé dans le nord Kanem, vers la région du Lac. Une mission de police aurait été dépêchée depuis N'Djamena pour enquêter sur ce réseau. Entretiens de Crisis Group, acteur humanitaire et habitants de Mao, Mao et N'Djamena, avril et septembre 2018.

V. Les réponses de l'Etat

Dans un contexte de développement des rébellions au Sud de la Libye, l'Etat tchadien perçoit, de façon exagérée, la recrudescence de départs des jeunes de la bande sahélienne vers la Libye comme un mouvement massif d'adhésion à ces rébellions. « La ruée vers l'or dans le Tibesti cache d'autres réalités. Tout le monde le sait. Ces jeunes partent dans la rébellion », confie un haut responsable de l'administration territoriale en poste à Mao.¹⁰¹ A Moussoro, les autorités ajoutent : « il n'y a plus de taxis motos, ils partent vers le nord pour rejoindre la rébellion ».¹⁰² Quant au ministre de la Sécurité publique Ahmat Mahamat Bachir, il déclarait en août 2018 que les orpailleurs étaient de mèche avec la rébellion.¹⁰³

En prenant des mesures pour juguler l'émigration, l'Etat tchadien cherche avant tout à empêcher les jeunes de rejoindre les bandes armées présentes en Libye. Ainsi, les autorités ont durci et multiplié les contrôles à l'extrême Nord du pays mais aussi dans les régions de la bande sahélienne et mènent des actions de sensibilisation pour dissuader les candidats au départ.¹⁰⁴

A. Des contrôles renforcés

Dès 2016, Ahmat Mahamat Bachir rappelait que « l'émigration clandestine des Tchadiens vers la Libye était interdite » ; il demandait aux gouverneurs et forces de sécurité dans ces régions de « traquer les personnes défiant cette interdiction », ajoutant que des individus originaires de plusieurs régions, dont le BEG et le Kanem, utilisaient des passeurs pour se rendre en Libye.¹⁰⁵ Depuis, les gouverneurs ont pris plusieurs arrêtés pour empêcher les départs vers le nord du pays en direction de la Libye. A Moussoro, le gouverneur a créé une commission mixte de sécurité entre forces de gendarmerie et garde nationale et nomade pour sillonner les zones-tampon lors de patrouilles communes, notamment entre Faya-Largeau et Moussoro. Avant de quitter Moussoro en direction du nord, tout véhicule doit se présenter aux agents de la surveillance du territoire et de l'Agence nationale de sécurité (ANS) pour indiquer sa destination et le but du voyage et décliner l'identité des voyageurs. De nombreuses barrières ont aussi été érigées et jalonnent les principaux axes qui mènent à la Libye.¹⁰⁶

Ces mesures ont conduit à l'arrestation de plusieurs centaines de personnes originaires des régions de la bande sahélienne. A la frontière entre le BEG et la région du Borkou, « on a arrêté des amis à moi lorsqu'ils regonflaient leurs pneus », confie

¹⁰¹ Entretien de Crisis Group, représentant des autorités locales du Kanem, Mao, mars 2018.

¹⁰² Entretien de Crisis Group, représentant des autorités locales du BEG, Moussoro, mars 2018.

¹⁰³ « Le gouvernement tchadien chasse les orpailleurs artisanaux », BBC, 13 août 2018.

¹⁰⁴ Par ailleurs, pour compléter ce canevas de mesures locales, le président Idriss Déby a récemment proposé une amnistie générale pour les Tchadiens « qui ont pour une raison ou une autre quitté le pays ». Cette annonce a cependant déjà été rejetée par les chefs d'importants groupes rebelles tchadiens au Sud de la Libye, comme l'Union des forces pour la démocratie et le développement (UFDD) et l'Union des forces de la résistance (UFR).

¹⁰⁵ Site de la présidence tchadienne, https://presidence.td/fr-synth-255-Mardi_le_27_decembre_2016.html, 27 décembre 2016.

¹⁰⁶ Entretiens de Crisis Group, autorités du BEG, Moussoro, mars 2018.

un jeune chauffeur de Moussoro.¹⁰⁷ D'après les autorités, lorsque des véhicules sont arrêtés, ils sont saisis et leurs passagers sont soit emprisonnés, soit fichés.¹⁰⁸ En avril 2018, 372 personnes étaient bloquées à Faya-Largeau.¹⁰⁹ Des habitants de Mao et Moussoro rencontrés par Crisis Group disent avoir été victimes de rackets de la part des forces de sécurité à l'occasion de ces contrôles.¹¹⁰ La suspicion généralisée qui touche les jeunes candidats à l'émigration des régions sahéliennes envenime encore davantage leurs relations avec les autorités.

Enfin, les dispositifs de sécurité et de contrôle mis en place présentent de sérieuses limites et sont parfois inefficaces. Beaucoup de jeunes contournent ces règles en partant de nuit ou en empruntant d'autres routes.¹¹¹ A Zouarké, dans le Nord du Tchad, des témoins affirment avoir vu des convois de dizaines de véhicules passer non loin des barrières sans que les militaires ne puissent les arrêter.¹¹² Les militaires avoueraient eux-mêmes ne pas avoir les moyens de poursuivre les véhicules qui contournent les contrôles.¹¹³ Par le passé, ce manque de résultats aurait contribué au remplacement de certains gouverneurs (comme à Faya-Largeau).¹¹⁴

B. *Des actions de sensibilisation bienvenues mais sans grands effets*

Des actions de sensibilisation sont également menées pour décourager les jeunes tentés par le départ. Ainsi, les autorités ont demandé aux imams, lors de leurs prêches du vendredi, d'alerter sur les risques liés aux activités d'orpillage et de tenter de dissuader les fidèles de rejoindre les rebelles. Lors des cérémonies officielles, les autorités passent aussi des messages rappelant les sanctions qu'encourent les candidats au départ.¹¹⁵ Des membres de la société civile, comme les associations de jeunes ou des professeurs sont mis à contribution pour dissuader les indécis de prendre la route du nord, notamment sur les radios communautaires (Ndjimi à Mao, FM Wadi Bissam à Mondo et Al Bissary à Nokou).

Mais ces campagnes de communication et de sensibilisation se heurtent à plusieurs difficultés majeures : l'accès aux villageois vivant loin des centres administratifs est difficile et les stations de radio ont une couverture limitée. Surtout, ces efforts ne font pas le poids face à l'effet d'entraînement que crée le retour de certains jeunes avec de l'argent, de belles voitures ou d'autres signes extérieurs de richesse.

¹⁰⁷ Entretien de Crisis Group, Moussoro, mars 2018.

¹⁰⁸ Entretiens de Crisis Group, autorités du BEG, Moussoro, mars 2018.

¹⁰⁹ Entretien de Crisis Group, acteur humanitaire, N'Djamena, mars 2018.

¹¹⁰ « Multilateral Damage. The Impact of EU Migration Policies on Central Saharan Routes », op. cit. Entretiens de Crisis Group, jeunes hommes, Mao et Moussoro, mars 2018.

¹¹¹ Entretiens de Crisis Group, jeune commerçant et chauffeur, Moussoro, mars 2018.

¹¹² Entretien de Crisis Group, acteur humanitaire, N'Djamena, mars 2018.

¹¹³ Ibid.

¹¹⁴ Entretien de Crisis Group, acteur politique tchadien, N'Djamena, février 2018.

¹¹⁵ Entretiens de Crisis Group, autorités du BEG, journaliste et enseignant, Moussoro, mars 2018.

VI. Désamorcer les tensions et rétablir la confiance

Le mécontentement et les crispations observées au Kanem et à plus forte raison au Bahr el-Ghazel s'accroissent depuis 2016. D'une part, les régions sahéliennes qui font déjà face à des handicaps structurels très prégnants sont frappés par une crise économique majeure, qui rend la vie de ses habitants très difficile. Par ailleurs, une série d'exactions commises par des individus proches du pouvoir sur des ressortissants du Kanem et du BEG creusent le fossé entre les populations et l'Etat. Ces tensions économiques, politiques et identitaires demeurent jusqu'ici larvées mais se traduisent entre autres par une augmentation des départs des jeunes hommes, le plus souvent vers le Nord du Tchad et la Libye.

Si une amélioration très sensible des conditions de vie de ces populations à court ou moyen terme semble illusoire, l'Etat peut toutefois réaliser certains progrès, même limités, pour regagner leur confiance, par exemple en mettant en œuvre une politique de lutte contre l'impunité et en évitant d'amalgamer systématiquement émigration des jeunes et adhésion aux groupes armés. Enfin, les bailleurs internationaux devraient renforcer leur stratégie d'aide dans cette zone réputée « invivable » et qui enregistre depuis longtemps les indicateurs de développement parmi les plus bas du continent.

A. Mettre fin à l'impunité

A la veille du scrutin présidentiel de 2016, le gouvernement avait dû faire face à une forte contestation, notamment dans la capitale N'Djamena. L'impunité dont bénéficient des individus perçus comme proches du pouvoir était l'un des thèmes les plus mobilisateurs.¹¹⁶ Plus localement, la majorité des personnes interrogées par Crisis Group au Kanem et au Bar el-Ghazel confient se sentir humiliées par le viol de Zouhoura et les meurtres de ressortissants du BEG et du Kanem.¹¹⁷ L'impunité accordée à certains auteurs de ces exactions favorise le recours aux armes, que des jeunes décrivent « comme le seul moyen de défendre leurs droits et leur honneur ».¹¹⁸

En outre, le refus de la *diya* par les jeunes Kreda après les événements de Ngueli démontre avec force leur rejet des modes de règlement traditionnels des conflits, qui selon eux avantagent les clans au pouvoir. Le rapport final du Comité d'appui aux réformes institutionnelles, rendu en novembre 2017 en amont du forum national sur la réforme des institutions, qui s'est ouvert le 19 mars 2018,¹¹⁹ décrit l'application de la *diya*, devenue un sujet de débat politique, comme une pratique à plusieurs vitesses « de nature à promouvoir la discrimination entre les justiciables qui nourrit le sen-

¹¹⁶ Rapport de Crisis Group, *Tchad : entre ambitions et fragilités*, op. cit.

¹¹⁷ Entretiens de Crisis Group, membres de la société civile, enseignants, journalistes, jeunes, Mao et Moussoro, mars 2018.

¹¹⁸ Entretiens de Crisis Group, jeunes hommes, Moussoro, mars 2018.

¹¹⁹ Le comité d'appui aux réformes institutionnelles au Tchad a remis en novembre 2017 un rapport contenant plusieurs dizaines de propositions, liées en grande partie à la réforme des institutions en amont du débat sur la nouvelle constitution tchadienne. Pour en savoir plus sur le forum, lire « le Tchad lance son forum sur la réforme des institutions », RFI, 19 mars 2018.

timent d'injustice ». ¹²⁰ Il souligne que la *diya* ne doit pas faire obstacle à l'action publique et que « la responsabilité pénale doit être individuelle et non collective ». ¹²¹

Pour tenter de mettre fin aux relations de défiance entre les populations du BEG et du Kanem et l'Etat, ce dernier devrait finalement mettre en œuvre cette recommandation qui n'a pas été retenue lors du forum sur la réforme des institutions ni dans la nouvelle Constitution, particulièrement en cas de meurtre. En effet, si les modes traditionnels de règlement des différends ont leur utilité, notamment pour éviter des cycles de violences communautaires, ils ne devraient pas permettre aux auteurs de crimes d'utiliser la solidarité communautaire ou des soutiens politiques pour échapper à la prison. En faisant de la lutte contre l'impunité une priorité, a fortiori pour les individus proches du pouvoir, l'exécutif tchadien pourrait poser les jalons d'une relation plus saine avec les populations du BEG et du Kanem.

B. *Eviter la confusion entre migrants et combattants armés*

Les autorités tentent de freiner l'émigration vers la Libye de jeunes Tchadiens originaires notamment des régions de la bande sahélienne, qu'elles perçoivent comme un mouvement de ralliement aux rébellions. Le pouvoir tchadien est légitimement préoccupé par l'anarchie libyenne, qu'il perçoit comme une menace sécuritaire majeure, craignant notamment ses conséquences sur le contrôle des routes du Sahara et la prolifération d'armes sur son territoire, et le Sud de la Libye est en effet une terre d'accueil pour quelques milliers de rebelles tchadiens. Mais contrairement au discours des autorités locales dans la bande sahélienne, l'enrôlement dans les groupes armés concerne une minorité des jeunes qui partent en Libye. Ces migrations vers la Libye ne sont pas nouvelles et constituent, pour les populations du BEG et du Kanem, la stratégie la plus efficace pour améliorer leur niveau de vie. En cultivant l'amalgame entre candidats à l'émigration et candidats à la rébellion, les autorités risquent de détériorer plus encore leurs relations avec la jeunesse de ces régions. ¹²²

Pour éviter que le fossé ne se creuse davantage entre les représentants de l'Etat et les jeunes sahéliens, les autorités devraient adopter une communication publique plus mesurée qui évite les raccourcis entre migrants et futurs rebelles. Par ailleurs, la multiplication des arrestations et la saisie des véhicules confortent une partie de la jeunesse dans l'idée que l'Etat leur est hostile. Il est donc important de substituer aux politiques actuelles qui restreignent la liberté de mouvement d'une population traditionnellement mobile, une politique d'encadrement qui n'exclut pas des mécanismes de contrôle, notamment d'identité et des véhicules, pour vérifier l'absence d'armements.

¹²⁰ « Rapport final du comité d'appui aux réformes institutionnelles au Tchad », novembre 2017.

¹²¹ Ibid.

¹²² La signature en mai 2018 d'un protocole de sécurisation des frontières entre le Tchad, le Soudan, la Libye et le Niger qui met sur le même plan les problèmes de terrorisme, de trafic et d'émigration clandestine contribue à cette confusion.

C. Investir dans le développement au BEG et au Kanem

Les acteurs internationaux sont peu présents dans les régions du BEG et du Kanem. Plusieurs acteurs du développement, en premier chef l'Union européenne dans le cadre de son fonds fiduciaire pour le Sahel et du Fonds européen de développement, la Banque Mondiale et la Coopération suisse financent des projets utiles à Mao ou à Moussoro, mais leur envergure est limitée. Seule une poignée d'ONG (dont deux ONG internationales, l'une à Moussoro et l'autre à Mao) y sont actives. L'absence d'amélioration tangible des indicateurs humanitaires depuis plusieurs décennies décourage d'autres bailleurs. Au Kanem, au BEG et plus généralement dans la bande sahélienne, les taux de malnutrition sont parmi les plus élevés du continent. Alors que l'attention se focalise sur la région du Lac Tchad en raison des conséquences humanitaires de l'activité de Boko Haram, le risque de polarisation financière sur le lac au détriment d'autres régions est réel. Il convient donc de rééquilibrer et d'étendre le portefeuille de projets afin de ne pas délaissier des régions négligées et qui pourraient créer un terrain fertile pour divers acteurs violents.

Par ailleurs, alors que les phénomènes migratoires demeurent très méconnus au Tchad, il est important de doter les organisations internationales en charge du suivi des migrations, telle que l'OIM, de davantage de moyens pour mieux comprendre ces dynamiques. Une connaissance plus fine des phénomènes migratoires au Tchad permettrait de mieux cerner les besoins des populations tentées par l'émigration, dont les jeunes de la bande sahélienne, mais aussi d'organiser une meilleure prise en charge des personnes retournées.

VII. Conclusion

Si l'hypothèse d'une déstabilisation du Kanem et du BEG est à écarter à très court terme, la colère de la jeunesse est perceptible et gagne en intensité. Dans cette zone stratégique qui forme un trait d'union entre le Soudan et le Niger et entre le Maghreb et l'Afrique subsaharienne, il est impératif de veiller à ce que ne se développent pas des foyers d'instabilité.

Afin d'éviter que ces régions deviennent à leur tour des espaces conflictuels « chauds », les autorités tchadiennes doivent démontrer aux habitants, dont beaucoup ont le sentiment qu'il existe des inégalités de traitement entre les membres du clan au pouvoir et le reste de la population, qu'elles peuvent changer de mode de gouvernance.

Nairobi/Bruxelles, 5 décembre 2018

Annexe B : A propos de l'International Crisis Group

L'International Crisis Group est une organisation non gouvernementale indépendante à but non lucratif qui emploie près de 120 personnes présentes sur les cinq continents. Elles élaborent des analyses de terrain et font du plaidoyer auprès des dirigeants dans un but de prévention et de résolution des conflits armés.

La recherche de terrain est au cœur de l'approche de Crisis Group. Elle est menée par des équipes d'analystes situées dans des pays ou régions à risque ou à proximité de ceux-ci. À partir des informations recueillies et des évaluations de la situation sur place, Crisis Group rédige des rapports analytiques rigoureux qui s'accompagnent de recommandations pratiques destinées aux dirigeants politiques internationaux, régionaux et nationaux. Crisis Group publie également *CrisisWatch*, un bulletin mensuel d'alerte précoce offrant régulièrement une brève mise à jour de la situation dans plus de 70 situations de conflit (en cours ou potentiel).

Les rapports de Crisis Group sont diffusés à une large audience par courrier électronique. Ils sont également accessibles au grand public via le site internet de l'organisation : www.crisisgroup.org. Crisis Group travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et ceux qui les influencent, notamment les médias, afin d'attirer leur attention et de promouvoir ses analyses et recommandations politiques.

Le Conseil d'administration de Crisis Group, qui compte d'éminentes personnalités du monde politique, diplomatique, des affaires et des médias, s'engage directement à promouvoir les rapports et les recommandations auprès des dirigeants politiques du monde entier. Le Conseil d'administration est présidé par Mark Malloch-Brown, ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Robert Malley, président-directeur général de Crisis Group, a pris ses fonctions le 1er janvier 2018. Anciennement directeur du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord de Crisis Group, il a plus récemment servi en tant qu'adjoint spécial auprès de l'ancien président américain Barack Obama ainsi que son conseiller dans la campagne anti-ISIL, et coordinateur pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et la région du Golfe à la Maison-Blanche. Précédemment, il a été adjoint spécial pour les affaires israélo-palestiniennes auprès du président Bill Clinton.

Le siège d'International Crisis Group est situé à Bruxelles et l'organisation a des bureaux dans sept autres villes : Bogota, Dakar, Kaboul, Nairobi, Londres, New York et Washington, DC. Elle est également présente dans les villes suivantes : Abuja, Alger, Bangkok, Beyrouth, Caracas, Gaza, Djouba, Guatemala, Hong Kong, Jérusalem, Johannesburg, Kaboul, Mexico, Rabat, Tbilissi, Toronto, Tripoli, Tunis et Yangon.

Crisis Group reçoit le soutien financier d'un grand nombre de gouvernements, de fondations institutionnelles et de donateurs privés. Actuellement, Crisis Group entretient des relations avec les agences et départements gouvernementaux suivants: Affaires Mondiales Canada, Agence française de développement, Agence autrichienne pour le développement, Agence japonaise de coopération internationale, Département fédéral des Affaires étrangères de la Confédération suisse, Instrument contribuant à la stabilité et à la paix de l'Union européenne, ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce, ministère danois des Affaires étrangères, ministère émirati des Affaires étrangères, ministère finlandais des Affaires étrangères, ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, ministère islandais des Affaires étrangères, ministère liechtensteinois des Affaires étrangères, ministère luxembourgeois des Affaires étrangères, ministère néerlandais des Affaires étrangères, ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce, ministère norvégien des Affaires étrangères, ministère qatari des Affaires étrangères, ministère suédois des Affaires étrangères, et Irish Aid.

Crisis Group entretient aussi des relations avec les fondations suivantes: Carnegie Corporation of New York, Elders Foundation, Henry Luce Foundation, John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, Korea Foundation, Oak Foundation, Open Society Foundations, Ploughshares Fund, Robert Bosch Stiftung, Rockefeller Brothers Fund, UniKorea Foundation et Wellspring Philanthropic Fund.

Annexe C : Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2015

Rapports Spéciaux

Exploiter le chaos : al-Qaeda et l'Etat islamique, Rapport spécial N°1, 14 mars 2016 (aussi disponible en anglais et en arabe).

Seizing the Moment: From Early Warning to Early Action, Rapport spécial N°2, 22 juin 2016.

Counter-terrorism Pitfalls: What the U.S. Fight against ISIS and al-Qaeda Should Avoid, Rapport spécial N°3, 22 mars 2017.

Afrique australe

Zimbabwe: Stranded in Stasis, Briefing Afrique N°118, 29 février 2016.

Zimbabwe's "Military-assisted Transition" and Prospects for Recovery, Briefing Afrique N°134, 20 décembre 2017.

Afrique centrale

Les élections au Burundi : l'épreuve de vérité ou l'épreuve de force ?, Rapport Afrique N°224, 17 avril 2015 (aussi disponible en anglais).

Congo: Is Democratic Change Possible?, Rapport Afrique N°225, 5 mai 2015.

Burundi : la paix sacrifiée ?, Briefing Afrique N°111, 29 mai 2015 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : la menace du radicalisme religieux, Rapport Afrique N°229, 3 septembre 2015 (aussi disponible en anglais).

Centrafrique : les racines de la violence, Rapport Afrique N°230, 21 septembre 2015 (aussi disponible en anglais).

Tchad : entre ambitions et fragilités, Rapport Afrique N°233, 30 mars 2016 (aussi disponible en anglais).

Burundi : anatomie du troisième mandat, Rapport Afrique N°235, 20 mai 2016 (aussi disponible en anglais).

Katanga: Tensions in DRC's Mineral Heartland, Rapport Afrique N°239, 3 août 2016.

Union africaine et crise au Burundi : entre ambition et réalité, Briefing Afrique N°122, 28 septembre 2016 (aussi disponible en anglais).

Boulevard of Broken Dreams: The "Street" and Politics in DR Congo, Briefing Afrique N°123, 13 octobre 2016.

Cameroun : faire face à Boko Haram, Rapport Afrique N°241, 16 novembre 2016 (aussi disponible en anglais).

Boko Haram au Tchad : au-delà de la réponse sécuritaire, Rapport Afrique N°246, 8 mars 2017 (aussi disponible en anglais).

Burundi : l'armée dans la crise, Rapport Afrique N°247, 5 avril 2017 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins, Rapport Afrique N°250, 2 août 2017 (aussi disponible en anglais).

Eviter le pire en République centrafricaine, Rapport Afrique N°253, 28 septembre 2017 (aussi disponible en anglais).

Nouveau départ pour les relations entre l'Union africaine et l'Union européenne, Rapport Afrique N°255, 17 octobre 2017 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : l'aggravation de la crise anglophone requiert des mesures fortes, Briefing Afrique N°130, 19 octobre 2017 (aussi disponible en anglais).

Extrême-Nord du Cameroun : le casse-tête de la reconstruction en période de conflit, Briefing Afrique N°133, 25 octobre 2017 (aussi disponible en anglais).

Vers une action concertée en RDC, Rapport Afrique N°257, 4 décembre 2017 (aussi disponible en anglais).

Sept priorités pour l'Union africaine en 2018, Briefing Afrique N°135, 17 janvier 2018 (aussi disponible en anglais).

Poker électoral en RD Congo, Rapport Afrique N°259, 4 avril 2018 (aussi disponible en anglais).

La crise anglophone au Cameroun : comment l'Eglise catholique peut encourager le dialogue, Briefing Afrique N°138, 26 avril 2018 (aussi disponible en anglais).

Poker électoral en RDC : les enjeux montent, Briefing Afrique N°139, 8 juin 2018 (aussi disponible en anglais).

RDC : l'onde de choc Bemba, Briefing Afrique N°140, 15 juin 2018 (aussi disponible en anglais).

Extrême-Nord du Cameroun : nouveau chapitre dans la lutte contre Boko Haram, Rapport Afrique N°263, 14 août 2018 (aussi disponible en anglais).

Soutenir la population burundaise face à la crise économique, Rapport Afrique N°264, 31 août 2018 (aussi disponible en anglais).

Election présidentielle au Cameroun : les fractures se multiplient, Briefing Afrique N°142, 3 octobre 2018 (aussi disponible en anglais).

Afrique de l'Ouest

Burkina Faso : neuf mois pour achever la transition, Rapport Afrique N°222, 28 janvier 2015.

La réforme du secteur de la sécurité en Guinée-Bissau : une occasion à saisir, Briefing Afrique N°109, 19 mars 2015.

Mali : la paix à marche forcée ?, Rapport Afrique N°226, 22 mai 2015.

Burkina Faso : cap sur octobre, Briefing Afrique N°112, 24 juin 2015.

The Central Sahel: A Perfect Sandstorm, Rapport Afrique N°227, 25 juin 2015 (aussi disponible en anglais).

Curbing Violence in Nigeria (III): Revisiting the Niger Delta, Rapport Afrique N°231, 29 septembre 2015.

The Politics Behind the Ebola Crisis, Rapport Afrique N°232, 28 octobre 2015.

Mali: Peace from Below?, Briefing Afrique N°115, 14 décembre 2015.

Burkina Faso : transition acte II, Briefing Afrique N°116, 7 janvier 2016.

Mettre en œuvre l'architecture de paix et de sécurité (III) : l'Afrique de l'Ouest, Rapport Afrique N°234, 14 avril 2016 (aussi disponible en anglais).

Boko Haram sur la défensive ?, Briefing Afrique N°120, 4 mai 2016 (aussi disponible en anglais).

Nigeria: The Challenge of Military Reform, Rapport Afrique N°237, 6 juin 2016.

Mali central : la fabrique d'une insurrection ?, Rapport Afrique N°238, 6 juillet 2016 (aussi disponible en anglais).

Burkina Faso : préserver l'équilibre religieux, Rapport Afrique N°240, 6 septembre 2016 (aussi disponible en anglais).

Nigeria : les femmes et Boko Haram, Rapport Afrique N°242, 5 décembre 2016 (aussi disponible en anglais).

Watchmen of Lake Chad: Vigilante Groups Fighting Boko Haram, Rapport Afrique N°244, 23 février 2017.

Le Niger face à Boko Haram : au-delà de la contre-insurrection, Rapport Afrique N°245, 27 février 2017 (aussi disponible en anglais).

Islam et politique au Mali : entre réalité et fiction, Rapport Afrique N°249, 18 juillet 2017.

Une arme à double tranchant : comités de vigilance et contre-insurrections africaines, Rapport Afrique N°251, 7 septembre 2017 (aussi disponible en anglais).

Herders against Farmers: Nigeria's Expanding Deadly Conflict, Rapport Afrique N°252, 19 septembre 2017.

Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad, Rapport Afrique N°254, 12 octobre 2017 (aussi disponible en anglais).

Force du G5 Sahel : trouver sa place dans l'embouteillage sécuritaire, Rapport Afrique N°258, 12 décembre 2017 (aussi disponible en anglais).

Preventing Boko Haram Abductions of Schoolchildren in Nigeria, Briefing Afrique N°137, 12 avril 2018.

Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique, Rapport Afrique N°261, 12 juin 2018.

Stopping Nigeria's Spiralling Farmer-Herder Violence, Rapport Afrique N°262, 26 juillet 2018.

Corne de l'Afrique

Sudan and South Sudan's Merging Conflicts, Rapport Afrique N°223, 29 janvier 2015.

Sudan: The Prospects for "National Dialogue", Briefing Afrique N°108, 11 mars 2015.

The Chaos in Darfur, Briefing Afrique N°110, 22 avril 2015.

South Sudan: Keeping Faith with the IGAD Peace Process, Rapport Afrique N°228, 27 juillet 2015.

Somaliland: The Strains of Success, Briefing Afrique N°113, 5 octobre 2015.

Kenya's Somali North East: Devolution and Security, Briefing Afrique N°114, 17 novembre 2015.

Ethiopia: Governing the Faithful, Briefing Afrique N°117, 22 février 2016.

Sudan's Islamists: From Salvation to Survival, Briefing Afrique N°119, 21 mars 2016.

South Sudan's South: Conflict in the Equatorias, Rapport Afrique N°236, 25 mai 2016.

Kenya's Coast: Devolution Disappointed, Briefing Afrique N°121, 13 juillet 2016.

South Sudan: Rearranging the Chessboard, Rapport Afrique N°243, 20 décembre 2016.

Instruments of Pain (II): Conflict and Famine in South Sudan, Briefing Afrique N°124, 26 avril 2017.

Instruments of Pain (III): Conflict and Famine in Somalia, Briefing Afrique N°125, 9 mai 2017.

Instruments of Pain (IV): The Food Crisis in North East Nigeria, Briefing Afrique N°126, 18 mai 2017.

Kenya's Rift Valley: Old Wounds, Devolution's New Anxieties, Rapport Afrique N°248, 30 mai 2017.

Time to Repeal U.S. Sanctions on Sudan?, Briefing Afrique N°127, 22 juin 2017.

A New Roadmap to Make U.S. Sudan Sanctions Relief Work, Briefing Afrique N°128, 29 septembre 2017.

How to Ensure a Credible, Peaceful Presidential Vote in Kenya, Briefing Afrique N°129, 2 octobre 2017.

Managing the Disruptive Aftermath of Somalia's Worst Terror Attack, Briefing Afrique N°131, 20 octobre 2017.

An Election Delay Can Help Avert Kenya's Crisis, Briefing Afrique N°132, 23 octobre 2017.

Uganda's Slow Slide into Crisis, Rapport Afrique N°256, 21 novembre 2017.

After Kenya's Leaders Reconcile, a Tough Path Ahead, Briefing Afrique N°136, 13 mars 2018.

Somalia and the Gulf Crisis, Rapport Afrique N°260, 5 juin 2018.

Averting War in Northern Somalia, Briefing Afrique N°141, 27 juin 2018.

Al-Shabaab Five Years after Westgate: Still a Menace in East Africa, Rapport Afrique N°265, 21 septembre 2018.

Annexe D : Conseil d'administration de l'International Crisis Group

PRESIDENT DU CONSEIL

Lord (Mark) Malloch-Brown

Ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement

PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

Robert Malley

Ancien coordinateur pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et la région du Golfe à la Maison-Blanche

AUTRES MEMBRES DU CONSEIL

Fola Adeola

Fondateur et président, FATE Foundation

Hushang Ansary

Président, Parman Capital Group LLC ; ancien ambassadeur d'Iran aux Etats-Unis et ministre des Finances et des Affaires économiques

Carl Bildt

Ancien ministre des Affaires étrangères de la Suède

Emma Bonino

Ancienne ministre italienne des Affaires étrangères ; ancienne commissaire européenne pour l'aide humanitaire

Cheryl Carolus

Ancienne haute-commissaire de l'Afrique du Sud auprès du Royaume-Uni et secrétaire générale du Congrès national africain (ANC)

Maria Livanos Cattau

Ancienne secrétaire générale à la Chambre de commerce internationale

Nathalie Delapalme

Directrice exécutive et membre du conseil de la fondation Mo Ibrahim

Alexander Downer

Ancien ministre des Affaires étrangères d'Australie et haut-commissaire du Royaume-Uni

Sigmar Gabriel

Ancien ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier allemand

Robert Fadel

Ancien membre du parlement du Liban ; propriétaire et membre du conseil du groupe ABC

Frank Giustra

Président-directeur général, Fiore Group

Hu Shuli

Rédactrice en chef de Caixin Media ; professeure à l'université Sun Yat-sen

Mo Ibrahim

Fondateur et président, Fondation Mo Ibrahim ; fondateur, Celtel International

Ellen Johnson Sirleaf

Ancienne présidente du Libéria

Yoriko Kawaguchi

Ancienne ministre japonaise des Affaires étrangères ; ancienne ministre de l'Environnement

Wadah Khanfar

Cofondateur, forum Al Sharq ; ancien directeur général du réseau Al Jazeera

Nasser al-Kidwa

Président de la fondation Yasser Arafat ; ancien médiateur adjoint de l'ONU sur la Syrie

Bert Koenders

Ancien ministre néerlandais des Affaires étrangères et sous-secrétaire général des Nations Unies

Andrey Kortunov

Directeur général du Conseil russe pour les affaires internationales

Ivan Krastev

Président du Centre pour les stratégies libérales (Sofia) ; membre fondateur du conseil d'administration du Conseil européen des relations internationales

Ramtame Lamamra

Ancien ministre des Affaires étrangères de l'Algérie ; ancien commissaire à la paix et la sécurité, Union africaine

Tzipi Livni

Ancienne ministre des Affaires étrangères et vice-Premier ministre d'Israël

Helge Lund

Ancien président-directeur général de BG Group Limited et Statoil ASA

William H. McRaven

Amiral retraité de la marine américaine ayant servi comme 9ème commandant du commandement des opérations spéciales américaines

Shivshankar Menon

Ancien ministre indien des Affaires étrangères et conseiller à la sécurité nationale

Naz Modirzadeh

Directeur du programme sur le droit international et les conflits armés de la faculté de droit de Harvard

Saad Mohseni

Président et directeur général de MOBY Group

Marty Natalegawa

Ancien ministre indonésien des Affaires étrangères, représentant permanent auprès de l'ONU et ambassadeur au Royaume-Uni

Ayo Obe

Présidente du conseil, Gorée Institute (Sénégal) ; avocate (Nigéria)

Thomas R. Pickering

Ancien sous-secrétaire d'Etat américain ; ambassadeur des Etats-Unis aux Nations unies, en Russie, en Inde, en Israël, au Salvador, au Nigéria et en Jordanie

Ahmed Rashid

Auteur et journaliste spécialiste de la politique extérieure, Pakistan

Juan Manuel Santos Calderón

Ancien président de la Colombie ; Lauréat du Prix Nobel de la paix 2016

Wendy Sherman

Ancienne sous-secrétaire d'Etat des Etats-Unis pour les affaires politiques et négociatrice en chef pour l'accord nucléaire avec l'Iran

Alexander Soros

Membre, Open Society Foundations

George Soros

Président, Open Society Institute ; président du Soros Fund Management

Pär Stenbäck

Ancien ministre finlandais des Affaires étrangères et de l'Education ; président du Parlement culturel européen

Jonas Gahr Støre

Chef du Parti travailliste norvégien et du groupe parlementaire du Parti travailliste ; ancien ministre norvégien des Affaires étrangères

Jake Sullivan

Ancien directeur du personnel de planification de la politique au département d'Etat des Etats-Unis ; adjoint suppléant au président Obama et conseiller à la sécurité nationale au vice-président Biden

Lawrence H. Summers

Ancien directeur du Conseil de la sécurité économique et secrétaire du Trésor des Etats-Unis ; président émérite de l'Université de Harvard

Helle Thorning-Schmidt

Directrice générale de Save the Children International ; ancienne Première ministre du Danemark

Wang Jisi

Membre du comité de conseil en politique étrangère du ministère des Affaires étrangères chinois ; ancien directeur, Ecole des affaires internationales, Université de Pékin

CONSEIL PRESIDENTIEL

Groupe éminent de donateurs privés et d'entreprises qui apportent un soutien et une expertise essentiels à Crisis Group.

ENTREPRISES	DONATEURS PRIVES	
BP	(5) Anonyme	Stephen Robert
Shearman & Sterling LLP	Scott Bessent	Luděk Sekyra
Statoil (U.K.) Ltd.	David Brown & Erika Franke	Alexander Soros
White & Case LLP	Herman De Bode	Ian R. Taylor

CONSEIL CONSULTATIF INTERNATIONAL

Donateurs privés et entreprises qui fournissent une contribution essentielle aux activités de prévention des conflits armés de Crisis Group.

ENTREPRISES	DONATEURS PRIVES	
Anonyme	(3) Anonyme	Faisal Khan
APCO Worldwide Inc.	Mark Bergman	Cleopatra Kitti
Atlas Copco AB	Stanley Bergman & Edward Bergman	Michael & Jackie Lambert
Chevron		Samantha Lasry
Edelman UK	David & Katherine Bradley	Leslie Lishon
Eni	Eric Christiansen	Malcolm Hewitt Wiener Foundation
HSBC Holdings Plc	Sam Englehardt	The New York Community Trust –
MetLife	The Edelman Family Foundation	Lise Strickler & Mark Gallogly
Noble Energy	Seth & Jane Ginns	Charitable Fund
RBC Capital Markets	Ronald Glickman	The Nommtou Foundation
Shell	David Harding	Brian Paes-Braga
	Geoffrey R. Hoguet & Ana Luisa Ponti	Kerry Propper
	Geoffrey Hsu	Duco Sickinghe
	David Jannetti	Nina K. Solarz
		Clayton E. Swisher
		Enzo Viscusi

CONSEIL DES AMBASSADEURS

Les étoiles montantes de divers horizons qui, avec leur talent et leur expertise, soutiennent la mission de Crisis Group.

Amy Benziger	Lindsay Iversen	Nidhi Sinha
Tripp Callan	Azim Jamal	Chloe Squires
Kivanc Cubukcu	Arohi Jain	Leeanne Su
Matthew Devlin	Christopher Louney	Bobbi Thomason
Victoria Ergolavou	Matthew Magenheimer	AJ Twombly
Noa Gafni	Madison Malloch-Brown	Dillon Twombly
Christina Bache	Megan McGill	Annie Verderosa
Lynda Hammes	Hamesh Mehta	Zachary Watling
Jason Hesse	Tara Opalinski	Grant Webster
Dali ten Hove	Perfecto Sanchez	

CONSEILLERS

Anciens membres du Conseil d'administration qui maintiennent leur collaboration avec Crisis Group et apportent leurs conseils et soutien (en accord avec toute autre fonction qu'ils peuvent exercer parallèlement).

Martti Ahtisaari Président émérite	Christoph Bertram	Wolfgang Ischinger
	Lakhdar Brahimi	Aleksander Kwasniewski
George Mitchell Président émérite	Kim Campbell	Ricardo Lagos
	Jorge Castañeda	Joanne Leedom-Ackerman
Gareth Evans Président émérite	Joaquim Alberto Chissano	Todung Mulya Lubis
	Victor Chu	Graça Machel
Kenneth Adelman	Mong Joon Chung	Jessica T. Mathews
Adnan Abu-Odeh	Sheila Coronel	Miklós Németh
HRH Prince Turki al-Faisal	Pat Cox	Christine Ockrent
Celso Amorim	Gianfranco Dell'Alba	Timothy Ong
Óscar Arias	Jacques Delors	Roza Otunbayeva
Richard Armitage	Alain Destexhe	Olara Otunnu
Diego Arria	Mou-Shih Ding	Lord (Christopher) Patten
Zainab Bangura	Uffe Ellemann-Jensen	Surin Pitsuwan
Nahum Barnea	Stanley Fischer	Fidel V. Ramos
Kim Beazley	Carla Hills	Olympia Snowe
Shlomo Ben-Ami	Swanee Hunt	Javier Solana